

le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde



libertaire

Nos lendemains chanteront



Nous ne voulons pas être des clients ni des assistés; nous voulons devenir des égaux. Nous repoussons l'aumône, nous voulons la justice.

Mieux que les élections:
l'autogestion!

Économie participaliste:
autour de Michael Albert

L'homophobie et le
sexisme à l'école

M 02137 - 1349 - F: 2,00 €



2€
ISSN 0026-9433

FOP 2520

« Quand je vois un stalinien, je change à Stalingrad. »

Léo Ferré

hebdo n°1349

du 4 mars au 10 mars 2004

Sommaire

Sang sur les mains mais conscience tranquille pour **Papon**, par M. Rajsfus, page 4
 Les **Verts** cultivent le capitalisme dans le jardin de l'Europe, par A. Sulfide, page 5

Liberté bâillonnée : Globenet et No-Log menacés, page 6

Quand la sauce électorale prend avec les **syndicats**, par Jimma, page 7

H. Lenoir, toujours sur le **front**, page 7

Élections : rien ne va plus, les jeux sont faits, par F. Barillet, page 8

Notre **fédéralisme** ne s'embarrasse pas de votre démocratie, par M. Hourson, page 9

En finir avec **l'éducation** sexiste et homophobe, par Sam, page 10

Le **cathodique** au secours du religieux, par R. Dadoun, page 12

N. Baillargeon **s'enthousiasme** pour *Après le capitalisme*, page 14

C. Granier est plus **reservée**, page 16

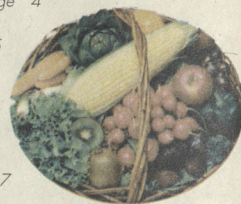
Revisiter l'œuvre de **Proudhon**, par A. Bernard, page 18

Festival de films de **Berlin**, regards sur le monde, par H. Hurst, page 19

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Léo **nuît**, Gaston Couté, page 23

La **toile** continue à s'étendre, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
 Commission paritaire n° 0906 1 80740
 Imprimerie EDRB (Paris)
 Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - EDRB
 Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
 droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
 ** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
 Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous

Le Monde libertaire du 3 mars au 10 mars 2004



« Anarchie en Haïti. » Certes, nous ne sommes pas de fins observateurs politiques, mais sans vouloir blesser l'orgueil des journalistes de Libé, une coquille s'est glissée dans une de leurs « une ». Rien de tel en Haïti : seulement la fin de règne d'un ignoble. Seulement un peuple qui va devoir panser une fois encore ses blessures. Le drame est qu'aucune perspective satisfaisante ne se présente à l'horizon. Souffrir autant pour qu'un nouveau pouvoir impose sa tyrannie ? Il suffit aux Haïtiens de contempler leur histoire pour comprendre que celle-ci va se répéter. Alexandre Adler nous propose depuis quelques jours par le biais de sa chronique sur France Culture une alternative : la recolonisation de ce pays par la France et les États nord-américains.

Nous pourrions gloser longtemps sur cette judicieuse idée, mais une lassitude nous envahit. Une catastrophe humaine se déroule sous nos yeux aux Caraïbes. Est-ce pour autant une réponse satisfaisante que de faire de Haïti un nouveau « Bahamas » afin que le capitalisme puisse laver son argent sale ?

Des idées comme ça, ils en ont plein leur besace, nous les sortent continuellement. Le seul hic ? Ils les appliquent, reste à nous d'avaliser ces couleuvres. Que l'on ne vienne pas les déranger dans leurs élucubrations, nous aurions comme seule réponse : « Il faut bien que le monde tourne. » Il en est de même quand de vils ouvriers se permettent de poser quelques objections à la fermeture de leur usine. Au bout de quelques rounds de négociation, les syndicats admettent les faits et viennent expliquer dans les AG les sacrifices nécessaires au nom de la rentabilité...

Les discours restent continuellement les mêmes, les arguments finalement centrés sur ces notions de rentabilité, d'efficacité avec cette idée qui se veut magistrale : sans nous, c'est le chaos, l'anarchie ! Autrement dit, c'est l'art de justifier sa place sans répondre de ses actes. C'est mettre en place un système de pensée, à grands renforts de médias, afin qu'aucune remise en cause de la société ne soit possible.

Ce qui nous renvoie sans transition au vieux débat entre marxistes et libertaires qui revient semble-t-il à la mode. Des échanges écrits auraient lieu actuellement. À les écouter, il n'y a qu'un seul chemin vers la révolution : le leur. Au nom de quoi ? L'efficacité ! Ce socle théorique, selon lequel il y a du bon dans toute oppression, n'est pas le nôtre. Nous vous le laissons, vous les autoritaires de tout bord, et vous renvoyons dos à dos : la rentabilité est à l'idéologie libérale ce que l'efficacité est à l'idéologie marxiste.

Chasseurs de primes

Jean-Pierre Levaray

DÉBUT FÉVRIER, le ministère de l'Intérieur annonçait que les policiers les plus méritants pourraient recevoir une « prime de résultats exceptionnels » sur leur bulletin de salaire de décembre 2004. Pour cela, les sbires de Sarkozy vont débloquer une somme de cinq millions d'euros qui permettra d'octroyer une prime de 300 euros à environ 10 % des effectifs.

Le 20 février, c'était au tour du ministère de la Défense d'annoncer l'instauration d'un « système expérimental de récompense pour les gendarmes les plus méritants » en débloquent trois millions d'euros.

La seule différence dans l'octroi de cette prime dans ces deux corps d'État étant que les policiers seraient primés à titre individuel, alors que les gendarmes toucheraient une prime collective (statut militaire oblige).

Dans un État qui ne se préoccupe plus que de ses fonctions régaliennes et de maintien de l'ordre, il était évident qu'un coup de pouce serait donné à la police, d'autant que, propagande sur l'insécurité aidant, ces p'tits gars ont, dit-on, du pain sur la planche. On n'en attendait pas moins d'un régime qui se police de plus en plus.

Mais cette carotte qu'est la prime va être une véritable pression aux résultats exercée sur ces flics. Car les critères d'appréciation de l'efficacité d'un flic sont flous. Comment voit-on qu'un flic est efficace ? Lorsqu'il est à l'écoute de la population ou lorsqu'il arrête des « délinquants » ?

De même, pour faire du chiffre, ces flics seront poussés à faire plus de zèle, à mettre encore plus de PV. On n'a pas fini de croiser



des flics sur les bords des routes avec leurs jumelles, à fliquer les endroits vicieux que compte le système routier français. Déjà qu'on nous met, à nous, de plus en plus la pression (vitesse, alcool, etc.) pour que nous intégrions des flics directement dans nos têtes, cette course à la prime ne va pas arranger les choses.

Enfin, cette introduction d'une prime au mérite chez les flics participe d'une idéologie déjà développée depuis un moment dans le gouvernement : l'introduction de cette prime dans toute la fonction publique. La droite n'aime pas les fonctionnaires qui ont (en théorie au moins) un statut égalitaire et des rémunérations identiques suivant les fonctions. Introduire cette prime au mérite c'est amener des critères du privé dans le public, c'est créer encore plus d'individualisme, c'est participer à la casse de ce statut.

Quand on connaît le but ultime qui est de passer tout ce secteur au privé et à la concurrence, une façon de se mettre le personnel dans la poche pour qu'il ne se rebelle pas et qu'il laisse faire, c'est en lui donnant les valeurs du capitalisme. L'octroi de cette prime fait partie de cet arsenal (médias, publicité, consommation, etc.) que possède l'État pour faire rentrer dans le rang et préparer, en douceur, le monde pour qu'il veuille nous faire vivre.

Alors, pour introduire le loup dans la bergerie, le plus facile c'est de passer par les personnels les plus dociles, les plus à même de servir l'État sans trop se poser de questions, à savoir : les flics.

J.-P.L.

Maurice Papon

un déchet de l'humanité

C'EST L'HISTOIRE d'un simple fonctionnaire de la République devenu tranquillement assassin de ses semblables, mais souhaitant être considéré innocent de ses crimes.

En 1935, un certain Maurice Papon, qui a brillamment terminé ses études, est affecté au ministère de l'Intérieur. Après la défaite de la France, en juin 1940, et l'occupation des trois cinquièmes du territoire, le jeune ambitieux va de promotion en promotion et se retrouve au poste de secrétaire général de la préfecture de Gironde, en 1942.

C'est là un parcours banal. À cette époque, il y a en France quatre cents Papon potentiels. Tous préfets, sous-préfets ou secrétaires généraux de préfecture. Tous capables de fidélité à l'ordre nouveau – c'est-à-dire à l'ordre nazi. Papon se différenciera pourtant de ses collègues par sa longue carrière politique qui finira par attirer l'attention sur ses activités passées, pieusement masquées par ses parrains gaullistes.

De quoi est donc coupable ce fonctionnaire irréprochable, désormais élu de la République? Il a simplement livré aux bureaux nazis 1680 juifs bordelais. Peu de chose, en somme, comme s'il ne s'était rien passé d'irréversible. En ces temps troublés, quelle importance pouvait bien représenter ces parias marqués de l'étoile jaune par ses soins, dans le département de la Gironde?

La Libération venue, il paraît que l'on a beaucoup épuré. Ont été surtout fusillés des petits salauds de miliciens. Très peu de policiers ou de gendarmes ont été jugés ou même simplement révoqués – et moins encore de hauts fonctionnaires. Ces gens-là peuvent toujours être utilement recyclés...

C'est ainsi que Maurice Papon peut poursuivre avec succès une brillante carrière préfectorale; particulièrement à Constantine où il opprime déjà les Algériens. En 1958, il devient préfet de police de Paris. C'est donc tout naturellement qu'on le retrouve dans le rôle de chef des policiers assassins de plusieurs centaines d'Algériens, le 17 octobre 1961. Avant de diriger ces mêmes gardiens de l'ordre public qui vont massacrer huit militants communistes, le 8 février 1962, à la station du métro Charonne.

L'homme a pourtant des ambitions politiques. Élu député du Cher, en juin 1968,

Maurice Papon, déjà maire de Saint-Amand-Montrond, devient trésorier national et membre de l'exécutif du parti gaulliste, de 1969 à 1972. Rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, il se retrouve ministre du Budget en avril 1978 dans un gouvernement Barre, Giscard d'Estaing étant président de la République.

Maurice Papon a peut-être encore l'avenir devant lui mais, en 1981, les archives commencent à parler. Et le Canard enchaîné titre, en première page: « Papon... aide de camp! »

En 1983, Maurice Papon est inculqué. La procédure va durer quinze ans, mais l'ancien homme de confiance des gaullistes est condamné, en 1998, à dix ans de prison ferme pour complicité de crime contre l'humanité. Peine qu'il n'effectuera que très partiellement car il sera libéré trois ans plus tard eu égard à sa mauvaise santé.

Depuis, ses avocats n'ont eu de cesse de victimiser l'immonde personnage; jusqu'à demander la tenue d'un nouveau procès. Pour appuyer cette démarche, Maurice Papon accorde une longue interview à l'hebdomadaire *le Point*, daté du 19 février 2004. L'ancien flicard y affirme qu'il n'a rien fait de « regrettable ». Ce qui signifie en clair que l'assassinat, par destination, des juifs bordelais n'était en rien regrettable.

Ce déchet de l'humanité a eu le front de déclarer aux journalistes du *Point* qu'il n'avait pas de remords, pas de regrets: « Pour qu'il se produise, le remords doit trouver une souche. Je ne me suis jamais trouvé dans la position d'engendrer un événement qui porte au remords, je ne vois pas pourquoi j'en exprimerais? Pour exprimer des remords, il faut avoir la conscience coupable! »

Ceux qui ont fait massacrer des millions d'hommes, au cours des grandes boucheries mondiales, n'ont jamais dit autre chose. Simplement, ce bon Français est devenu très visible, et le nom de Papon synonyme de flic assassin! Papon n'a pas seulement été un « aide de camp » efficace. Il a fait partie de ces auxiliaires indispensables aux nazis pour la réalisation de l'abominable génocide que la mémoire des hommes libres ne pourra jamais passer par pertes et profits.

Maurice Rajfsus



Mars 1944

The European Green Party

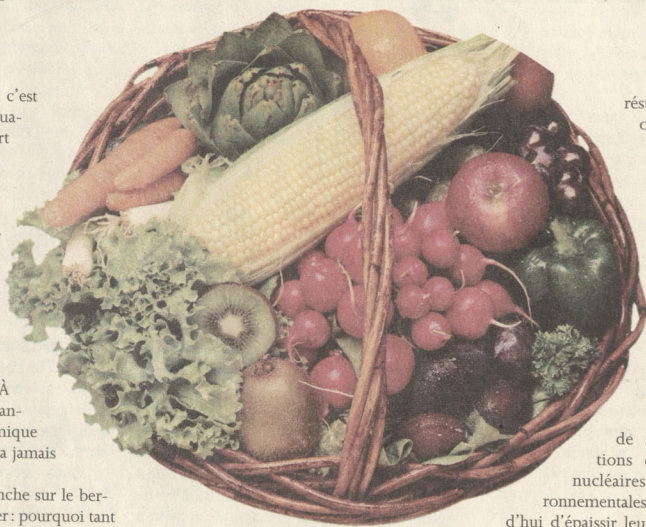
Les grosses légumes dans le même panier ?

UN TRUC DANS LE MACHIN : c'est ainsi qu'on aurait envie de qualifier le tout récent Parti vert européen, The European Green Party, accouché par la Fédération européenne des partis écologistes à Rome le 22 février dernier. Car si certains éditorialistes rendent hommage aux verts d'avoir pris les devants sur la scène politique européenne, franchement on a du mal à se passionner pour la chose. À croire que le temps de l'enchantement pour l'Europe économique est aujourd'hui révolu, s'il n'a jamais existé au cœur du peuple.

Cela dit, quand on se penche sur le berceau, il y a de quoi s'interroger : pourquoi tant d'efforts ? On se demande surtout si le dernier-né fera oublier ce que les partis verts ont subi de déconforts ces dix dernières années, que ce soit à travers leurs brèves apparitions gouvernementales dans divers pays d'Europe, ou les sanctions électorales encore cuisantes. Et l'élargissement de l'Union européenne ne leur promet guère de jours meilleurs, les pays candidats n'ayant pas, ou peu de partis verts sur leur échiquiers politiques respectifs.

En attendant, le European Green Party a d'abord soigneusement respecté les statuts requis pour bénéficier du financement de l'Union européenne. Ce sera toujours ça de pris, alors que les députés écologistes se cramponnent à leurs confortables sièges parlementaires, serrant les miches à la pensée des toutes prochaines élections européennes qui risquent d'en évacuer quelques-uns. Et lancent, à qui veut l'entendre, leur profession de foi dont le maître mot est : développement soutenable. Ils ne l'ont pas inventé, ça vient de l'ONU, millésimé sommet de Rio 1992 : « modèle de développement qui satisfait aux besoins de la génération présente, à commencer par ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations suivantes à satisfaire les leurs ». Dans les faits, on garde le capitalisme, mais en tâchant de lui donner figure humaine.

Humaine, ou... moins inhumaine. Là non plus, rien de nouveau. Credo alter-mondialiste qu'il est de bon ton d'annoncer dans les cercles



citoyens car ça-ne-mange-pas-de-pain, il faut changer les frusques du libéralisme. Sapé comme un truand au point d'en perdre ses bonnes manières, le capitalisme s'égare dans ses hold-up et coups tordus. Halte là ! Mettons-lui un costume de chanvre, un chapeau de paille, et tout ira mieux. Les énergies renouvelables et non polluantes mettront-elles fin à la misère humaine ? Une usine fonctionnant à l'éolienne supprimera-t-elle l'aliénation de ses salariés ? Dans les pays pauvres, qu'ils soient d'Europe ou du tiers-monde, la fibre écolo ne vibre guère. On réclamerait plutôt le droit de polluer comme les pays développés le firent sans vergogne pour, dans le respect de la sacro-sainte loi du marché, accéder enfin aux diverses tables où l'économie se négocie entre « grands ». Après tout, dans ce système où la concurrence ne connaît pas de limites, comment en vouloir aux pauvres de suivre l'exemple des nantis, quand c'est le plus souvent avec la bénédiction des princes de la finance ?

Ainsi, à l'état-major du Parti vert européen, on a approuvé le projet de Constitution européenne, en tiquant tout juste sur la troisième partie – la plus longue, la plus détaillée – que d'aucuns jugent « un peu trop libérale » (doux euphémisme pour un texte qui célèbre, tenez-vous bien, « une économie sociale de marché hautement compétitive », avec les

résultats que l'on sait). Et on se réjouit d'innovations comme le développement durable, le commerce équitable, l'égalité hommes femmes, dérisoires recommandations inscrites dans le projet de Constitution, que le système libéral aura tout le loisir de ne pas suivre.

Les partis-verts, nés de légitimes préoccupations quant aux questions nucléaires, énergétiques, environnementales, etc. tâchent aujourd'hui d'épaissir leur tambouille politique en courtisant les milieux syndicalistes et d'extrême gauche. La tentative de séduction cache mal une volonté, bien réelle pour les épris du pouvoir, de conjurer les défaites électorales en rendant plus lisible, et surtout plus visible, le pseudo-projet écologiste. Dany Cohn-Bendit lui-même, aujourd'hui plus vache qu'hier enragé, parle d'une « valeur ajoutée » en évoquant les partis verts, ce dont il faut convaincre les électeurs. Belle rhétorique de représentants de commerce...

En tout cas, la grande promo va commencer. Dans la perspective des élections européennes en juin prochain, un matériel commun de propagande est, dit-on, en préparation. Et les candidats, Cohn-Bendit en tête, s'apprennent à siffler les troupes, dont les rangs n'apparaissent pas si en ordre que ça. On entend ça et là des militants maugréer, pestant contre l'écologisme parlementaire et estimant à juste titre préférable de revenir sur le terrain, voire, le cas échéant, à des formes d'actions plus directes. Renouer, en somme, avec la militance écolo des origines, avec un combat que les anarchistes n'ont pour leur part jamais renié.

Involontairement, l'European Green Party pose cette question essentielle aux militants écologistes : défendre les intérêts des notables étiquetés « verts », ou... se réapproprier une lutte qui commence, nécessairement, dans la rue ?

André Sulfide

Globenet et No-Log en danger



GLOBENET, fournisseur d'accès et hébergeur associatif engagé depuis 1995 dans la promotion et la défense d'un Internet associatif, non-marchand et solidaire va peut-être devoir arrêter ses activités dans les prochains mois, faute de parvenir à équilibrer son budget.

La mort de Globenet ne signifierait pas la simple disparition d'un prestataire de services, mais bien l'échec d'un projet d'espace de rencontre, de partage et d'appropriation des modes et usages de l'information et de ressources techniques au sein d'un réseau associatif militant, projet qui a affirmé ses choix d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics, a développé des projets de défense de l'expression libre, de la confidentialité des données échangées, etc. pour un large public.

Ces choix induisent un coût certes supérieur à celui de la simple consommation de services, mais ce sont ceux que nous avons faits, et ce sont aussi ceux qui nous amènent aujourd'hui au constat que le prix de la liberté peut être difficile à supporter à long terme dans un contexte où les considérations économiques peuvent primer sur la vigilance/veille et la réflexion politiques.

Le monde associatif français se meurt aujourd'hui d'une trop grande emprise des bailleurs publics qui lui ont montré que financement signifiait aussi pouvoir et fragilisation. Globenet se meurt quant à lui d'avoir refusé cette logique, et de dépendre d'un milieu pour lequel les questions d'accès à l'information ont trop souvent été abordées sous l'angle technique et non politique.

Historiquement, l'avènement d'Internet a révolutionné intégralement les moyens de communiquer et de mettre en réseau des milieux militants et associatifs.

Sans des organisations expertes militantes comme Globenet, comment être certain que dans le contexte des lois sécuritaires adoptées au niveau européen des espaces pour d'autres

mondes possibles resteront visibles et mis en valeur?

Notre proposition

La question peut donc sembler abrupte, mais c'est bien celle que nous devons nous poser aujourd'hui : combien sommes-nous prêts à payer pour notre liberté (d'expression, d'action) ?

Quels moyens, vous, défenseurs d'une certaine vision de l'expression, du partage et de l'échange désintéressé de ressources, êtes-vous prêts à mobiliser pour que l'outil Globenet ne disparaisse pas, laissant peu d'alternatives à la consommation pure et simple de services marchands, aseptisés, inféodés ou incapables de répondre à vos besoins spécifiques ?

Dans le contexte économique et social difficile que connaissent les associations françaises, Globenet a maintenu pour de nombreux partenaires et d'adhérents un accès à Internet et l'hébergement de sites web, et a ainsi soutenu, hors la limite de ses capacités, l'expression de ceux-ci, allant jusqu'à maintenir l'hébergement gratuit d'associations rendues incapables d'assumer cette charge. Erreur de gestion ? Non, il en a été pour nous d'une urgence sociale et militante qui appelait des réponses solidaires naturelles dans ce milieu...

Nous appellerons dans les prochains jours tous les adhérents de Globenet à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire pour le 13 mars, où seront discutées diverses propositions en vue de prises de décisions concernant le fonctionnement de l'association, ses activités actuelles et envisageables, les possibilités de relance...

Globnet & No-Log

Pour apporter son soutien à Globenet et No-Log : <http://mobilisation.globenet.org>
Plus d'informations : www.globenet.org et www.no-log.org

La FA solidaire

La Fédération anarchiste, utilisatrice des services de Globenet pour son site Internet notamment, lui apporte son soutien, comme elle soutient toutes les initiatives contre la mainmise marchande et étatique (loi sur l'économie numérique) sur le web. La liberté d'expression subit des attaques tous azimuts, la Fédération anarchiste se battra pour sauvegarder et développer les outils de communication alternatifs sur Internet et ailleurs.

Nous reproduisons ci-dessous un extrait du communiqué d'appel au soutien de Globenet/No-Log pour un Internet associatif et solidaire.

Secrétariat aux relations extérieures

Les élections régionales et les syndicats confédérés

ALORS que s'approchent les élections régionales, que les listes UMP, UDF, PS-PRG, PCF, Vert, LO-LCR et quelques listes alternatives (altermondialistes, écologistes, communistes) sont bouclées, les grandes confédérations syndicales commencent à prendre position.

La position de la CGT-FO est classique et traditionnelle, pas de consigne de vote.

La CGT se lance, elle, dans une campagne d'information contre les idées du Front national en matière sociale. Si le Front national développe une campagne sur plusieurs axes suivant les départements, dans le Sud-Ouest notamment il insiste sur la défense de la ruralité, dans le Nord il base sa campagne contre l'insécurité sociale en essayant de récupérer des voix populaires sur les anciennes zones ouvrières devenues de vraies friches industrielles. Pour Jean-Christophe Le Duigou de la

CGT, cité par *Libération* du 26 février « Le FN a commencé à déborder de son champ d'influence traditionnel, la droite, à partir des années 1984-1986, à l'occasion des grandes restructurations industrielles. » D'où ce tir de barrage de la CGT.

La position de la CFTC est plus difficile. Des candidats Front national périodiquement apparaissent dessous le giron protecteur de son C. Chaque fois la centrale syndicale chrétienne assure vouloir faire le ménage au nom de la défense de ses idées chrétiennes et humanistes.

Pour « le syndicat responsable », la CFDT, Jean-Marie Toulisse, secrétaire national précise sur le site web confédéral « nous n'avons pas à appeler à voter pour tel ou tel parti. Pour autant, la CFDT s'intéresse au débat sur les régionales et si nous ne sommes pas partisans,

nous ne sommes pas neutres devant la montée des actes racistes ou antisémites, devant des attitudes intolérantes. Il est de notre devoir d'alerter les adhérents de la CFDT sur l'impasse que représentent les votes protestataires extrêmes. »

Publiquement, la centrale de Chêrèque affirme sans nuance que le duo LO-LCR et FN c'est « bonnet blanc, blanc bonnet ». Du coup, la centrale bien recentrée appelle ses adhérents à voter pour les partis de gouvernement.

Les mauvaises langues pourront y voir un banal règlement de compte entre appareils. L'organisation de Krivine étant accusée d'avoir encouragé les derniers départs cédétistes. Mais dans ce cas, logiquement, LO devrait être épargnée, l'organisation d'Arlette préférant contrôler « ses » sections d'entreprise CFDT sans faire de vagues plutôt que de se lancer dans un travail de construction de nouveaux syndicats. En revanche ne devrait pas être ménagée la gauche du PS, les tendances Nouveau Monde et Nouveau Parti socialiste ont en effet joué un rôle certain dans les scissions syndicales de la CFDT vers la CGT et vers la FSU.

Quoiqu'il en soit, un argument de fond présenté par la CFDT pour mettre les trotskistes et les fachos dans le même sac est... la lutte contre le populisme !

Comme le souligne Jean-Louis Malys de l'Union régionale Lorraine (*Libération* du 26 février) « Supprimer les licenciements, on sait que c'est impossible. C'est du populisme et cela remet en cause le modèle démocratique. »

Si indéniablement l'interdiction des licenciements relève du discours démagogique, car ce ne sont pas quelques élus d'extrême gauche qui aboliront les plans sociaux, on peut légitimement se demander si les promesses électorales chiraquiennes et le slogan « Zéro SDF » de Jospin ne relevaient pas elles aussi du populisme ?

Paradoxalement la réponse à cette question est donnée toujours dans ce même *Libé* par un proche de Chêrèque : « Les partis de gouvernement ne sont pas exempts de critiques. Toutefois, on ne veut pas cogner sur tout le monde, ce serait équivalent à appeler à l'abstention. »

Le gros mot est lâché ! L'abstention ! Mais n'est-ce pas la réponse possible et immédiate au grand cirque électoral qui nous est présenté pour ce mois de mars.

La seconde étant d'organiser encore plus de luttes sociales émancipatrices !

Hugues

groupe Pierre-Besnard

Jimma

Nouvelles des fronts

ESPAGNE, utilisation sans scrupule d'armes de destruction massive au profit du capital : les délocalisations. Après avoir « profité » des délocalisations industrielles, l'Espagne à son tour est touchée par une violente hémorragie d'emplois. Ainsi, Bayer, le chimiste, a mis la clé sous la porte, Samsung ferme son usine catalane et a supprimé 450 emplois ; d'autres se réorganisent (Valéo, Philips) et liquident 1 200 salariés. Rien que de très naturel au fond, les heureux gagnants du partage des richesses à la sauce Medef international sont, ces jours derniers, les camarades de l'Est, en particulier en Slovaquie, où les travailleurs sont qualifiés, peu payés et pas (encore) très organisés. Quand ces derniers seront plus gourmands, il est probable qu'à leur tour ils seront privés d'usine.

Ainsi, le patronat met en place sciemment la ronde des délocalisations. La mélodie est simple, je crée ou j'entretiens la misère dans un lieu, j'implante une usine, je profite des aides locales et des bas salaires, je ferme ailleurs où se recrée de la misère en vue d'une prochaine implantation subventionnée dans un secteur où de nouveaux les travailleurs se plient à la logique des salaires de crève-la-faim. Au bout de quinze ans, après maintes rotations, je reviens à la case départ, où la misère et le chômage ont fait leur œuvre et où le travail sert à libérer. Ce jeu n'est pas à somme nulle, il est pour le coup gagnant-gagnant (toujours le capital), petit salaire, travail qualifié, main-

d'œuvre soumise par peur de la prochaine valse.

À ce rythme, le capital a de beaux jours devant lui ! La même musique, qu'on se rassure, se joue aussi aux États-Unis : le Michigan, haut lieu de la production automobile (Ford) et du syndicalisme ouvrier connaît un taux de chômage de 7,2 % du fait des délocalisations (chiffre énorme pour les États-Unis, vu le mode de quantification).

Il paraît même que les démocrates se seraient émus devant ces « pratiques antipatriotiques » et souhaiteraient pour certains d'entre eux que les États-Unis (jusqu'où va la démagogie ?) quitte l'OMC et l'Alena.

Idem dans l'Hexagone où les restructurations vont bon train. Finie la douceur angevine, Bosch se prépare, au dire de la CGT et de la CFDT, à supprimer, d'ici à 2005, 500 emplois. On ne connaît pas encore le nom des heureux héritiers, ni le pays émergent bénéficiaire de la manœuvre. Peut-être ne s'agit-il que de simples suppressions liées à des gains de productivité. Pourquoi voir le mal partout ? L'avenir nous le dira. À Agen, un gros noyau dans le pruneau : liquidation de 200 emplois dans une verrerie vieille de quatre-vingts ans, on ne fait pas de profit sans casser du verre ! Enfin, les nouvelles sont bonnes car, pendant les soldes, les délocalisations continuent, faute de combat, on prend ce qui reste.

Supplique à un électeur

s'il en reste
parmi les lecteurs
du *Monde libertaire*



Ils sont allés au cinéma
Voir la Symphonie pathétique
On dit qu'ils n'ont pas aimé ça...
(Léo Ferré, Ils ont voté¹)

TOUT PETIT DÉJÀ, j'étais très intéressé par les spectacles offerts par les grandes personnes, sur divers théâtres où se jouent les comédies domestique, mondaine et sociale. Réunion de famille et banquet de village, vente aux enchères et foire aux bestiaux, messe dominicale et meeting politique: toutes exhibitions où les rôles sont convenus, où cependant parfois l'improvisation est loisible. C'est dire combien me passionnaient les joutes électorales, et je me souviens avoir entraîné quelques luronnes et galopins de mon âge à la mairie les soirs de dépouillement (la mairie nous était bien familière puisqu'elle jouxtait l'école et qu'on y accédait par la cour de récré). Premiers rudiments d'éducation civique, exercices d'observation et travaux pratiques, que les maîtres fouettards ne nous prodiguaient guère.

C'est de cette époque, sans aucun doute, que datent ces deux sentiments: ma faim d'être un citoyen, ma répugnance à être un électeur. J'en suis encore là bien des lustres plus tard, après avoir tenté de m'infuser les théoriciens de l'anarchie, auxquels je préfère toujours Brassens et Ferré.

C'est pourquoi je doute que l'essai de démonstration qui suit soit bien conforme à l'orthodoxie libertaire, dans la totalité du dogme. Je vais toujours à la mairie les soirs de dépouillement, j'observe toujours attentivement les candidats et les élus; je n'ai jamais voté, et c'est l'aspect premier de mon sens du civisme.

On entend toujours ça, à l'approche d'une occurrence électorale: inscris-toi, va voter, faute de quoi tu ne seras pas fondé à critiquer. C'est tout le contraire, à mon avis. Voter, c'est participer. Certes. À quoi? À un jeu. Quand tu

joues, tu acceptes les règles du jeu. Quand tu votes, le code électoral s'impose à toi, comme les règles du scrabble et les règlements de la Française des jeux.

Tu mets ton bulletin dans l'urne, tu fais valider ton ticket de loto: même topo. Tu as misé: tu as validé le mode d'emploi. Il est assez compliqué, ce mode, et fort variable selon l'époque ou la nature du scrutin. Il est souvent changeant, et on ne t'a pas consulté pour sa rédaction. Il est rédigé par qui espère ramasser ta mise. Ton suffrage est universel, mais peut être indirect. Il est souvent « majoritaire uninominal à deux tours » (c'est complexe mais c'est très courant), jamais proportionnel intégral (ce serait pourtant le plus conforme à la logique et à l'équité), parfois majoritaire avec dose proportionnelle (où la variété des dosages est infinie).

En électeur responsable, tu as bien compris tout ça. Tu as peut-être aussi été baluchonné selon un redécoupage de ton canton, de ta circonscription, de ta région. Par exemple, j'ai cru comprendre que tu voterai, aux prochaines européennes, dans le cadre d'une « grande région »: nouveauté évidemment destinée à éliminer du Parlement européen les scories des genres Le Pen, de Villiers, Krivine et Laguiller.

Si tu as bien compris que les règles du jeu sont intégralement truquées, définies en fonction du résultat espéré par leurs auteurs, tu n'accepteras pas de jouer dans ces conditions. Faute de quoi, mon pauvre ami, tu as déjà perdu. En premier lieu, tu as perdu le droit de la ramener si ton candidat préféré a ramassé une gamelle. Parfois (c'est un aspect de mon ludisme, une faiblesse certes), je mise au PMU. En toute connaissance des règles. Sur la ligne d'arrivée, si mon cheval s'est ramassé, j'ai perdu mon pognon, et c'est tout. Inutile de discuter. Libre à moi de rejouer demain ou de foutre le feu au « point-courses » (l'une et l'autre option ne sont pas anodines).

Il est beaucoup moins anodin de participer à un scrutin que de miser sur un bourrin. Le principe est le même, l'enjeu est moins léger. Si tu as voté pour Jospin au second tour de 1995, tu as élu Chirac. Ton seul recours était de remettre ça sept ans plus tard, et je n'aurais pas aimé être à ta place au second tour de 2002...

Voilà de quoi j'aimerais t'avoir convaincu: un gagnant turfiste ramasse une partie des mises de tous ceux qui ont perdu; un élu est élu par tous ceux qui ont voté. Est-ce assez clair? Tu as gagné: tu jubiles en passant à la caisse. Tu as perdu: tu mets ton ticket à la poubelle. Si tu n'es pas encore convaincu, et s'il te reste un peu de braise, tu rachèteras Paris Turf ou « Mon programme pour la France ». Si tu m'as bien suivi, tu ne voteras plus.

François Barillet

1. La Mauvaise Graine, livre de poche n° 9626.

Fédéralisme contre démocratie

LES ANARCHISTES ne présentent pas de candidats aux élections et, en principe, ne votent pas. C'est un truisme de l'écrire ici. Les raisons immédiates – et très valables – en sont souvent évoquées: rejet des politiciens, de leurs partis et de leurs fausses promesses, refus de « cautionner » le système existant, etc. Ce sont des positions morales, en ce qu'elles tiennent à la dignité de l'abstentionniste principalement, plus qu'à une intervention pratique sur le devenir du monde.

Pourtant, l'insoumission électorale ouvre des portes sur l'avenir. Non comme une arme, mais parce qu'elle témoigne du projet social dont nous sommes porteurs: le fédéralisme, et de l'état que nous repoussons: la démocratie. La propagande abstentionniste devrait être, avant tout, celle du monde nouveau contre l'ancien.

Tous les défauts

La démocratie, comme système politique, part du principe que tous les habitants d'un secteur donné peuvent et doivent faire connaître leur avis, et décider de tout ce qui s'y produit dans la sphère publique. Pour des raisons évidentes, il faut passer par des élus, des représentants. Mais les électeurs ne votent pas sur ce qui doit être fait, sur un contenu, mais sur celui qui va décider de qui doit être fait.

Les anarchistes et les élections

Réunion publique organisée par le groupe libertaire d'Ivry (FA)
mardi 9 mars
à partir de 20 heures
Forum Léo-Ferré,
11, rue Barbès à Ivry
M° Porte-d'Ivry ou Pierre-Curie

Puis, le système parlementaire est entièrement doublé d'un système administratif: préfets, hauts fonctionnaires de toutes sortes. Et, en pratique, l'application des décisions prises repose sur leur bonne volonté. Un projet qui ne convient pas à l'administration peut être torpillé, dès en amont, par la façon dont l'information nécessaire à sa réalisation est présentée. En aval, par l'inertie légendaire des corps de l'État. Les prochaines élections ne sont jamais loin...

Enfin les élus sont amenés à fréquenter assidûment tout une foule qui n'a rien de populaire, toute une bande de notables. Ce qui fait que, lors même qu'ils sont issus de milieux prolétaires, l'influence s'en trouve amoindrie au profit de celle des riches et des puissants.

Notons que, dès qu'on atteint un niveau où existe un petit début de pouvoir, la lutte interne aux partis politiques et les contraintes des campagnes électorales donnent une prime à la bassesse, à la trahison, aux amitiés douteuses, etc. Les « purs » n'arrivent pas en haut des listes et ne sont pas élus. Restent les crapules...

De l'autre côté

Le fédéralisme libertaire, lui, pose le principe: chacun se mêle de ce qui le concerne, et dans la mesure où cela le concerne. Ce qui implique, en lieu et place d'une vaste consultation tous les cinq ou six ans, suivie d'un brouillard opaque, une multiplicité de décisions à petite échelle, prises en commun par les intéressés.

Les attributions des institutions à vaste compétence, comme les assemblées régionales, nationales, européenne – si même elles subsistent – se trouvent donc très réduites, leurs sessions épisodiques.

Il va de soi que les délégués sont munis d'un mandat impératif: on ne vote plus pour un individu qui sait ce qu'il faut décider, mais pour un contenu précis, l'homme ayant obligation de défendre ce mandat dans les

discussions et les votes. La révocabilité des élus en découle, évidemment.

D'autre part, la société fédéraliste repose sur la notion de contrat, et non plus sur celle de loi. Il n'y a pas de séparation des pouvoirs, législatif et exécutif – lesquels n'existent plus. Ceux qui appliquent les décisions, à tous les niveaux, sont ceux qui les prennent. Il n'existe plus de haute administration permanente, plus d'État. Le fédéralisme vrai ne se concevant pas sans égalité économique, et le pouvoir lié à la fonction et à sa permanence ayant, dans l'ensemble, disparu, on peut tabler sur une rotation rapide des élus, ce qui limite la corruption.

Vers la liberté

On le voit, notre projet va infiniment plus loin qu'une question de vote. Il s'agit d'un changement très profond des institutions, ou, plus exactement, du remplacement de ce qui est institutionnel par une organisation fluide, dont chaque construction ne dure que le temps de sa nécessité. Notre message ne peut se réduire au refus des élections: nous voulons faire partager au plus grand nombre notre projet de libération. L'abstention en vient comme une conséquence naturelle, logique.

La transformation de la société sera le fait de l'insurrection des laborieux contre les puissants. Notre tâche urgente est donc de distiller l'idée fédéraliste et égalitaire dans les larges masses, d'y impulser des pratiques autogestionnaires.

Dès lors, entretenir l'habitude de la délégation démocratique, c'est aller contre nos propres buts. Présenter ou défendre des candidats, c'est fouler aux pieds la confiance, si nécessaire et aujourd'hui si rare, que les classes ouvrières peuvent avoir en elles-mêmes. C'est leur nier la capacité politique. L'arme du prolétariat, c'est l'action directe; sa Constitution, c'est le fédéralisme. Toute politique électorale est ennemie de l'émancipation humaine.

Max Lhourson

Lutter contre le sexisme et l'homophobie à l'école

Sam

La

LA RÉCENTE AGRESSION de Sébastien Nouchet, entre la vie et la mort après avoir été aspergé d'essence et brûlé vif, parce qu'il était homosexuel, pose avec acuité la nécessité d'une lutte sans concessions contre les préjugés et la violence homophobes. Les associations gaies et lesbiennes, de même qu'Act-up, soulignent à juste titre l'importance de l'éducation dans la lutte contre les préjugés homophobes.

Quant à la récente controverse autour du voile, elle aura au moins servi à dévoiler toute l'hypocrisie de l'institution scolaire, qui, si elle se focalise sur le symbole visible d'oppression sexiste, garde un silence plus que complaisant face aux très nombreuses manifestations quotidiennes et concrètes du sexisme, qu'il s'agisse de violences verbales, psychologiques ou physiques. L'État développe ainsi une vision qui relève bien plus de « l'ordre public » que de la volonté de favoriser l'émancipation des femmes et la lutte contre le sexisme. Ce n'est guère une surprise pour nous qui n'avons jamais vu en l'État un libérateur. Loin de cette mascarade, quelques pistes d'action, basées sur une expérience personnelle et concrète, avec une collègue féministe...

En tant qu'actrices et acteurs éducatifs, nous tentons, dans le cadre de notre pratique professionnelle, à travers les outils syndicaux et pédagogiques, de faire avancer des idées et des pratiques de coopération, et les idées d'égalité politique, économique et sociale.

Sur Lyon, un réseau de lutte contre le sexisme et l'homophobie à l'école tente de se constituer. La diffusion de films (*Chaos* de Coline Serreau, *Fucking Amal* de Lukas Moodysson) sont des supports intéressants et l'organisation de débats peuvent être l'occasion de discuter de problématiques aussi variées que la question de la violence domestique, les mariages forcés, la prostitution, la virilité imposée chez les garçons, l'exploitation des femmes dans le travail domestique, la différence de traitement filles/garçons (autour de l'opposition « salopes » et « tombeurs » qui entraîne une répression de la sexualité des filles et leur négation comme sujet) et le caractère transclassiste du sexisme, présent dans tous les milieux sociaux.

La présence d'un homme et d'une femme est un outil intéressant pour montrer :

- que les femmes peuvent tenir un discours autonome sur la question, et peuvent vivre, penser, vouloir et désirer les choses hors de la norme patriarcale,

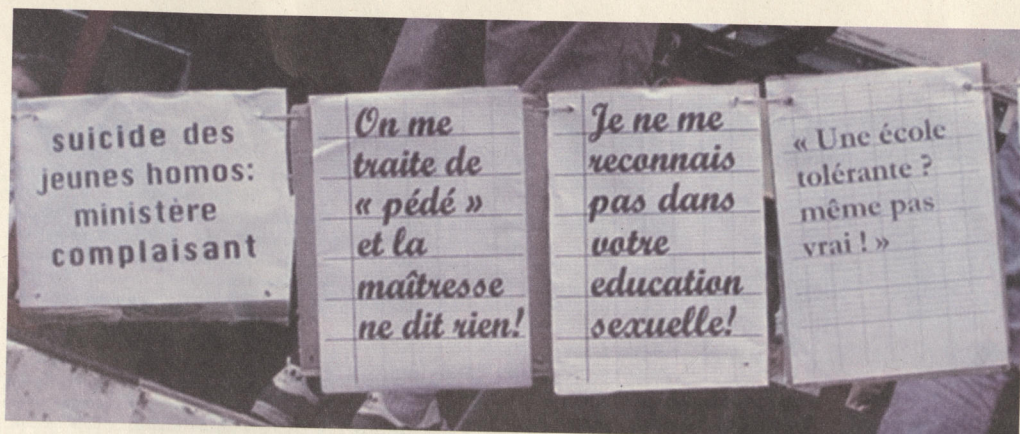
- que des hommes peuvent essayer de remettre en cause la norme viriliste et machiste, et être solidaire de la lutte des femmes sans s'y substituer (ce qui serait pour le moins paternaliste).

Cette mixité, si elle a des intérêts, peut avoir des limites notamment dans l'expression sincère et franche des opinions et du ressenti des un.e.s et des autres. Dès lors, la non mixité se révèle également un outil pertinent.

Parallèlement à ce travail ponctuel, une intervention basée sur la discussion s'impose quand des propos sexistes et/ou homophobes sont tenus. Il est dommage que cette exigence ne soit pas davantage partagée par les collègues. En effet, les propos sexistes et homophobes sont souvent tolérés quand des propos racistes déclenchent immédiatement une réaction virulente (c'est une bonne chose, il serait juste important d'étendre cette attention pédagogique à la lutte contre le sexisme et l'homophobie). Le plus souvent, l'intervention sur les « enculés » et autres « pétasses » se fait plus sous l'angle du rejet de la vulgarité que du rejet du sexisme et de l'homophobie. Or, anarchistes, nous nous contrefoutons de la notion de vulgarité qui renvoie à une norme bourgeoise du langage et qui est basée sur une différenciation de classe. Par contre, le langage est un support de choix pour les idéologies de la domination, et l'omniprésence des termes sexistes et homophobes dans le vocabulaire contribue à légitimer les comportements et les conceptions réactionnaires. Intervenir donc, par la discussion, en questionnant les préjugés religieux, réactionnaires, naturalistes, notamment ceux qui lient le fait d'être pénétré au fait d'être dominé-e et qui fondent le préjugé homophobe et sexiste. Intervenir en valorisant la possibilité d'une pratique affective, relationnelle et sexuelle différente, basée sur la réciprocité, le contrat, le refus des normes, le refus de la criminalisation des désirs quand ils n'entraînent pas violence ou domination.



Sam est militant du groupe Durruti, de Lyon.



Slogans lors de la marche des Fiertés lesbiennes, bi, gaies et trans, à Paris, en 2002

L'homophobie en milieu scolaire est tenace, le sexisme également. Mais c'est souvent par absence d'autres modèles ou plutôt de questionnement du modèle, que persistent les préjugés réactionnaires.

Les cours d'éducation sexuelle se réduisent le plus souvent à une information sur la contraception et l'avortement, avec du matériel pédagogique inadapté centré sur la description des appareils génitaux.

Fidèle aux préjugés réactionnaires, l'institution réduit le plus souvent la sexualité à la question de la reproduction, enfermant celle-ci dans le schéma du couple hétérosexuel comme seul modèle social. La sexualité dans son angle pratique, ludique, constructif, n'est jamais abordée, ou alors c'est à l'initiative courageuse d'enseignant.e.s, d'infirmières ou d'intervenant.e.s extérieur.e.s, du planning familial principalement. Ne pas parler des pratiques, des mille et une possibilités dans l'acte sexuel, du nécessaire respect de la partenaire et de ses désirs, de la nécessité d'une réciprocité dans l'initiative qui rompt avec le schéma passif/actif source de violence et de misère sexuelle, c'est, par le tabou ainsi créé, ne proposer aux adolescent.e.s qu'un unique modèle; celui des films pornographiques, avec leurs schémas hétéro-centrés autour d'une sexualité génitale qui nie toutes les autres parties du corps ou qui les sort de la pratique sexuelle (un bon outil pour la reproduction de la misère sexuelle), une sexualité basée sur des schémas de domination/soumission, qui nie le désir des femmes, les réduit à l'état d'objets (l'image, sans le toucher, l'odeur, le vis-à-vis, dépersonnalisant et déshumanisant les femmes) dont l'usage est centré autour du plaisir masculin.

Ce modèle déshumanisant proposé par les films pornos est un facteur de choix dans la construction de la sexualité patriarcale et des violences sexuelles. Une conversation franche avec des ados dans un internet a suffi pour s'en rendre compte. Les mecs pensent que c'est la grosseur de leur sexe qui donne du plaisir, (quand il se

soucient d'en donner et qu'il ne se contentent pas d'en prendre), certaines filles ignoraient qu'elles pouvaient se masturber, qu'elles avaient un clitoris, à quoi celui-ci servait...

Les adolescents ont souvent une représentation de la sexualité basée sur des schémas guerriers « je la prends, je la retourne, je la déchire », avec qui plus est un schéma « femme ou putain » classique du patriarcat. La sodomie, la pénétration, n'est vue que comme un acte violent, de conquête. D'où l'image du pénétré comme dominé, base du rejet homophobe...

Alors, évidemment, souvent, il y a un décalage entre le discours de coq et la pratique, quant on discute et qu'on va au fond des choses. Quand la façade masculine « je maîtrise tout » cède la place, on se rend souvent compte que certains sont loin d'être aussi à l'aise et dominateurs que cela. On retrouve par exemple un discours de renversement de la responsabilité lorsqu'il s'agit de parler de viols collectifs. Quand le sujet est abordé, le discours qui est tenu régulièrement c'est « les meufs elles sont consentantes, elles le cherchent souvent ». Mais quand on approfondit, ce discours s'effondre et les élèves en question admettent que de tels actes constituent des viols et les rejettent.

C'est pour cela qu'une réelle éducation à la sexualité, qui ne soit pas centrée sur la genitalité mais qui englobe l'ensemble des pratiques sexuelles (carresses, baisers, masturbation et toutes les différentes « positions » et accessoires possibles), hétéro ou homo, et qui aborde la question sous l'angle relationnel également, est indispensable car ce serait un outil efficace de lutte contre les violences sexistes et homophobes à l'école. Les textes réglementaires (il s'agit en général d'une expression de la démagogie ministérielle chaque 8 mars, vite rangée au placards) en offrent la possibilité - relative - (pas demain qu'on parlera de godes et de polyfidélité à l'école, il est déjà souvent très difficile d'aborder la question de l'homosexualité et du lesbianisme autrement que sous l'angle judéo-

chrétien de la « tolérance » ce qui voudrait dire parler de liberté sexuelle), mais celle-ci est rarement saisie par les personnels. Pourtant, la circulaire N° 2002-262 du 22-11-2002, et la circulaire du 03-10-1988 offrent un cadre assez large, même si la dernière circulaire Ferry, circulaire N° 2003-027 du 17-2-2003, introduit un retour en arrière avec la précision suivante: « Cette éducation, qui se fonde sur les valeurs humanistes de tolérance et de liberté, du respect de soi et d'autrui, doit trouver sa place à l'école sans heurter les familles ou froisser les convictions de chacun ».

Cette précision est une concession de taille aux lobbys religieux et réactionnaires, puisqu'elle inféode l'éducation sexuelle aux préjugés religieux en l'enfermant dans la sphère du politiquement correct. Outre cette circulaire, la réticence des chefs d'établissement, par peur notamment de conflit avec les parents d'élèves, est souvent un frein aux initiatives. Mais ce cadre et le cadre des CESC (comité d'éducation à la santé et la citoyenneté (sic)) sont des lieux qu'il est possible d'investir en tant qu'actrices et acteurs pédagogiques.

À nous anarchistes de nous en saisir, en subvertissant le cadre érigé de l'éducation réactionnaire de l'État, à nous de briser le tabou sur la sexualité, sur le sexisme et l'homophobie, sur les violences. Attaquons nous au sexisme dans l'orientation scolaire qui est à la base de la division sexuée du travail et aux manuels qui invisibilisent les femmes et les homosexuels dans l'histoire, à un contenu pédagogique qui nie les femmes en tant que sujets historiques, actrices de l'histoire.

Bref, du pain sur la planche, mais c'est une lutte que nous devons mener, anarchistes sur notre lieu de travail, en sensibilisant nos collègues sur la question notamment à travers les réseaux syndicaux dans lesquels nous sommes investi.e.s. Une société libertaire et égalitaire ne se fera pas sans extirper les préjugés qui asservissent une bonne moitié de l'humanité, les femmes et qui répriment les individu.e.s et leurs désirs. S.

En Charistie

Roger Dadoun

DEUX RITES, l'un cannibalique (« Mangez, ceci est ma chair »), l'autre vampirique (« Buvez, ceci est mon sang »), composent cette pratique chrétienne singulière que l'on nomme l'Eucharistie consistant à absorber, explique le dictionnaire, « les espèces (pain et vin) qui, selon la doctrine catholique, contiennent substantiellement le corps, le sang, l'âme et la divinité de Jésus-Christ ». Puissante mécanique à dominante dominicale, elle permet au croyant de s'évader de la plate réalité terrestre, pour se laisser transporter – communion douce transe – en toute sécurité et innocence le long des lignes d'erre et d'encens de ses fantasmes les plus archaïques.

Un menu transsubstantiel

L'eucharistie assurément perdue. Elle est servie, entre autres, *semper fidelis*, tous les dimanche matins, sur l'écran de télévision, où défilent, dans l'ordre et pour la grâce (en grec, *charisma*) plurielle, citoyenne et paralaïque des téléspectateurs: bouddhisme (« Donnez du bonheur autour de vous », prescrit lèvres boudeuses l'animatrice), islam (Allah superakbar), judaïsme (Adonaï émeth cinq sur cinq), orthodoxie (ors, pompes et barbes), protestants (les non-marrants marnent, enseigna Max Weber) et catholiques (Jésus superstar). On l'a assez dit, et l'on a vu comment le pape y moule son grain: le cathodique court au secours du religieux – c'est là une de ces étranges sautes d'humour noir de la technologie, blanchi sur saints sacrements. Une eucharistie en forme d'alléluia dessert ce transsubstantiel menu endimanché de six œcuméniques messes – et cinq dans ton œil, téléspectateur, et que la main de Fatma, ostensible et visible (magen David ou croix feraient aussi bien l'affaire), te garde, 'aïn, du Mauvais!

Lourds charismes

Les archaïsmes sont, par définition, ce qu'il y a de plus tenace dans l'être humain. Mais ils se prêtent, avec grâce, à tous les travestissements: les psychanalystes y barattent leur beurre. Paradoxe du charisme chrétien: l'eucharistie, par les temps qui courent, perd dur, et va s'étiolant entre prothèses médiatiques et foudres flambant de folle foi. Relais fut pris, on le sait, effrayant bond en arrière, par les lourds charismes totalitaires, affichés sur sales gueules sacralisées de tumeurs politiques – Mussolini, Hitler, Franco, Staline, Castro, Mao, Kim Il Sung, Saddam et autres. À leurs bottes et pieds d'argile – ne jamais cesser de le rappeler – politiques, intellectuels, artistes, philosophes, hommes de foi et de loi s'agenouillèrent, poétisèrent, philosophèrent, légifèrent, tendirent bras, poing ou lèvres, s'accroupirent, se vautrèrent: escalades charistiques. Effet vérité rare de la télé: maints visages qui, ayant

retourné leur veste (*sic*), y font leur médiatique numéro d'ex, reflètent encore aujourd'hui en leurs émus l'obscène nostalgie de leurs charisties écroulées.

Aura à tire-larigot

Moloch vorace et stakhanoviste du charisma, la machine télévisuelle, tout en relançant les mêmes gros bourreaux historiques, a un besoin vital de gonfler et de renouveler ses stocks de « charismatiques » tous terrains. Dans les supermarchés du charisme qu'elle installe avec sa cuistre lourdeur, les rayons sont bourrés d'icônes, à géométrie hiérarchique variable au gré du « top » et du record (sondages, chiffre des ventes, rumeurs et audimat) – et l'écran de dégonfler potentats toutes catégories, artistes montants descendants partants revenants, footballeurs cyclistes marins basketteurs tennismen, médiocrates ou médiocrates qui se renvoient la balle dont ils se disent les enfants auto-nominés prodiges, et stars divas vedettes champions et cohortes d'imitateurs ersatz clones fabriqués en loft studio academy villa – sans compter escrocs issus de coups foireux (gourous, sectes, finances).

Hier, le charisme se focalisait, hiératique, sur la colossale tête hydrocéphale des chefs dits – historiens, politologues et sociologues disent comme ça – « charismatiques », si rayonnants d'aura que leurs portraits saturaient tout l'espace public et même privé (imago pour hystériques, paranos et neuros). Aujourd'hui, par la grâce de la télé, les charismes sont comme pulvérisés, bombes à fragmentation ricochant tous azimuts, et les auras déboulent sur toutes les scènes sous crépitements de lumière; ça papillonne et vibronne et sème partout glorioles et jaculations, guichet ouvert en permanence pour distribuer à tire-larigot et à tout venant – après études de marché – les billets pour entrer en Charistie, terre promise de la Médiocratie.

Ramène ton charisme !

Il n'y a guère, « charisme » était fort en vogue. On disait aussi « mana ». « Avoir du mana », ça faisait style. « Mana » a faibli, « charisme », lui, reprend du poil de la bête. Après son délirant et catastrophique usage politique et idéologique, qui hissa sur pavois, trônes et socles les « Leaders charismatiques » besognant leurs peuples en sinistres et funestes servitudes, « charisme » en vient à figurer, dans une sorte de compulsion boulimique, la denrée la plus transsubstantielle, nourricière et rentable des émissions télévisées et des médias (voir, aux devantures des kiosques, sur couvertures d'hebdomadaires et revues, ces enfilades de visages qui accrochent et aguichent). Moralité: si tu as dents longues et œil de velours (ou d'acier), cuisine et morale légères et voltigeuses, si tu

veux place sur podium ou plateau ou château, autour de tables rondes, carrées, hâbleuses, rigolotes ou même graves, si tu veux décrocher la timbale de tes rêves avec pouvoir, sexe et fric qui vont avec, ramène ton charisme, et vite!

Sous le signe du « charisme », critère aussi falot qu'universel, classements et hiérarchies s'assènent et s'asticotent avec autant d'arbitraire que d'assurance. Il faut préciser: c'est une remarque incidente, captée à la télé, qui a servi ici de mise à feu. Au cours d'un de ces dîners ghesques et salonards (du ghotà à gogo) qu'il produit, le proluxe animateur-hôte, tout ébaubi d'une rencontre éclair avec l'hyper-médiatique ministre de l'Intérieur, loue, ébloui, le « charisme » du personnage. Bien dit: à la bourse des « valeurs » humaines médiatiques, le charisme, c'est le top – et *beattudine cordis*. La télévision fonctionne comme machine à fabriquer et vendre du « charisme »: ère de la démocratie charismatique, baignades « people » en euphorique Charistie.

« Le roi est nu »

Malheur aux peuples qui ont soif et sont en mal de charisme et crachats schismatiques (ô révolte, ô an-archie) sur tous ceux qui, faisant main basse tous terrains – politique, art, savoir, culture, média – sur pouvoir, richesse et prestige, exacerbent le mal et sur la soif morbide versent misérables mirages misérables miracles. Mais où sont donc passés, ô tristes temps, les enfants sans pitié d'Andersen et de Vigo, zéro de conduite zéro de charisme pointés? Ah, qu'ils fassent retour, vite, ces enfants terribles (postérité de 68?), et qu'ils pilent pile devant la télé, et désalivent, et se désopilent, en grondant: « Ne nous racontez pas d'histoires à dormir debout ou assis – quoi, tous ces roitelets toutes ces roitelettes ne sont, vers de terre, sous étoiles de lumière et défroques de charistie, que nus, que dal! »

En mal de charisme, le « peuple », traité, par mutation médiatique tératogène, en « people » – autrement dit « les gens », « nos » lecteurs-auditeurs-(fidèles) téléspectateurs, « le public », bref, du « pipeau(l) »* – sert de masse de manœuvre, de pâte à modeler (ah, ce charisme empathique) pour la sois-disant « popularité » des chefs, grands ou petits, des personnalités, stars, icônes et champions que les médias servent sur les plateaux-télé et s'acharnent à classer en ordre hiérarchique, sur la base d'enquêtes et sondages « pipeau(l) ». Jadis, sur le modèle chrétien, le charisme du prince, chef, prophète, saint, sorcier, prêtre, guérisseur, tenait à une relation de type mystique – et du coup disparaissaient les écrouelles, le mauvais prenait la fuite, communication était établie avec l'au-delà. Il en reste aujourd'hui quelques vagues échos, en forme de tics et d'automatismes: poignées de mains politiques (période électorale: un festival), touchers bénisseurs, voix, prunelles, crânes rasés ou chignons de gourous, dentures charmeuses. Un tel charisme prenait racine dans une dure position de pou-

voir, au plan politique ou religieux, le plus souvent les deux ensemble **; entretenue par une adhésion souvent pleine et entière du sujet (adhésion telle qu'une malédiction pouvait entraîner la mort).

Aura ou pas aura ?

L'extraordinaire pouvoir actuel des médias, au plan de l'imaginaire et du fantasme, fomenté une espèce de révolution culturelle diffuse qui se traduit par une inversion des relations entre pouvoir et charisme: télévisions et presse se donnent pour objectif privilégié de produire, de façon intensive, massive, ininterrompue, en toute liberté et tolérance démocratiques, du charisme – et les pouvoirs politique, économique, culturel, quelles que soient leurs assises et structures et les positions de force qu'ils détiennent, s'y engouffrent, s'y accrochent, s'en goinfrent, « sans états d'âme ». L'inflation de ce charisme « people » diffus – populaire, populiste, populacier – qui assure le règne omniprésent de la Charistie, tend à absorber ou occulter ou gommer des qualités, à tonalité charismatique, auxquelles on pouvait reconnaître quelque valeur intrinsèque, sur des bases relativement objectives et critiques: « charme », « grâce », « séduction », « attraction », « don », etc. Ces dimensions précieuses de la personne humaine, si arbitraires et précaires par ailleurs, tombent et sont broyées dans l'insatiable machinerie médiatique – pour cracher, au sens propre comme au figuré (crachotements sans fin des discours, noms, chiffres, superlatifs crachés à la face du public), du charisme.

Walter Benjamin, si cité et sollicité de nos jours, notamment pour ses réflexions sur « l'œuvre d'art à l'ère de la reproductibilité technique », dirait sans doute que nous sommes entrés dans l'ère de la reproductibilité technique, mécanique (précisément: médiatique) du charisme. En revanche, lui qui s'inquiétait de la disparition de cette qualité esthétique incomparable qu'il nomma « aura » serait effaré de voir (face à ces télé qu'il n'a pas connues) les proportions énormes, fantastiques, quasi hallucinatoires, prises par de l'aura au rabais, aura ravalée: zéro de matière grise, cœur réduit aux à-coups, intuition et sens du mystère cliquetant en fibrillations hystériques – bref, flottaisons ravies dans un océan d'aura, nous sommes portés transportés déportés soulevés abaissés sur d'omnirafantes vagues d'aura. Mais alors, demandez-vous: le sens de la vie, la fameuse quête du sens? Tu rigoles, belle âme! L'Hamlet (âmelette) médiatique ne connaît qu'un seul dilemme: aura ou pas aura?

R. D.

* Voir, dans *Médiamorphoses*, n° 8, septembre 2003, dossier « Médias people », Roger Dadoun, « Quand les médias, c'est pipeau(l) » (l'anglais « people » se prononçant « pipol » et n'étant que du « pipeau », on peut dire – « pipeau(l) »).

** Voir Ernst Kantorowicz, *Les Deux Corps du roi*, Gallimard, 1957-1989.



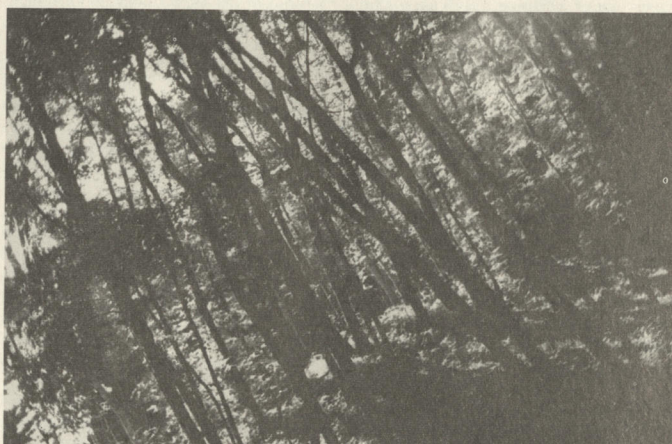
Images : David Dadoun



Économie participaliste

commentaires

Michael Albert, dans son livre *Après le capitalisme, Éléments d'économie participaliste*, esquisse ce que pourrait être l'économie d'une société libre. Ce sont ces propositions que nous mettons ici en débat. La première contribution, celle de Normand Baillargeon, en souligne l'importance. Celle de Caroline Granier, s'efforce de poser certaines limites.



Vincent Montigon

« C'est l'espérance, et non le désespoir, qui fait le succès des révolutions. »

Pierre Kropotkine

Normand Baillargeon

CET LIVRE est la traduction de *Moving Forward* (AK Press, 2000) et il est le premier ouvrage de Michael Albert à paraître en français. Sa parution précède de peu celle de la version française d'un autre livre de Michael: *The Trajectory of Change*, qui sera publié ce printemps chez Écosociété, à Montréal.

Cette double parution annonce peut-être la naissance d'un certain intérêt dans le monde francophone pour les problématiques que Michael Albert s'est efforcé de soulever depuis de nombreuses années. J'en serais pour ma part fort heureux, car non seulement les questions que Michael pose sont incontournables pour quiconque aspire sérieusement à

comprendre le monde et à le changer, mais elles devraient en outre trouver chez les anarchistes un écho particulièrement sensible et nous inviter à débattre de questions aussi importantes que trop rarement soulevées.

Michael est un militant de longue date et je présume qu'il est déjà connu de plusieurs lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*, notamment à titre de fondateur (avec d'autres) de la maison d'édition South End Press ainsi que du méga-site internet ZMag, auquel est lié le mensuel du même nom. Mais Michael Albert est également, avec l'économiste Robin Hahnel, le créateur d'un ambitieux « modèle économique » qui doit énormément à la pensée

anarchiste [voir encadré]. Dans *Après le capitalisme*, Michael adopte pour l'exposition de ce modèle un procédé littéraire bien connu : un interlocuteur imaginaire formule des questions sur la rémunération, l'autogestion, la dignité du travail, la répartition participative et les rapports de l'économie et de la société et il lui répond en exposant de manière didactique et claire les principes, les valeurs et les moyens de l'économie participative et en cherchant à montrer comment, concrètement, pourrait se vivre une telle économie.

Dans sa préface au livre, Thierry Discepolo s'attarde longuement sur les conditions de réception des idées d'Albert. Il a en cela bien raison et il serait hautement déplorable que faute d'en comprendre les intentions et les présupposés, on élude les questions de fond qu'il nous invite à débattre.

Levons d'abord des équivoques qu'une lecture même cursive de l'ouvrage dissipera : en proposant un modèle économique, il ne s'agit nullement pour ses promoteurs de donner une description fine et définitive de ce qui devrait advenir et de la tenir ensuite pour un plan qu'il ne s'agirait plus que de réaliser. Il ne s'agit pas non plus de formuler une utopie vaine et qui serait comme le témoignage d'une fuite de la conscience hors du réel. On le verra à la lecture de l'ouvrage, l'économie participative a des ambitions plus précises et modestes que cela. Mais elle est aussi un effort pour contribuer à résoudre certains problèmes aigus que rencontre le militantisme radical. Son pari, et c'est là un de ses apports les plus fondamentaux et les plus originaux, est que le fait de proposer des avenues désirables et intellectuellement crédibles contribuera à résoudre certaines des graves difficultés auxquelles le militantisme radical fait typiquement face. Contre le sectarisme, le nihilisme, le cynisme, contre un militantisme qui trouve son aboutissement dans l'énumération des misères du monde, Albert nous invite à poser la question : « Que voulons-nous ? » et à y répondre sans se contenter pour cela de cette énumération de valeurs ou d'idéaux plus ou moins vagues par quoi on y répond usuellement. En d'autres termes, face aux problèmes de mobilisation, de rétention et de coordination des actions que rencontrent inlassablement les mouvements militants radicaux, l'économie participative fait le pari qu'une part au moins de leur résolution passe par la correction de ce déficit de vision qui les caractérise.

À en rester sur le terrain de l'économie où il se place, il est difficile de refuser à Michael ce point de départ que, depuis deux décennies d'assaut soutenu du capitalisme, nos mouvements militants – anarchistes et autres – ont tout compte fait peu mobilisé ; ne l'ont fait que dans une proportion sans commune mesure avec la réaction qu'appelaient et qu'appellent toujours les terrifiantes conséquences qu'a eu ce « train de la mort » néolibéral lancé à l'assaut de toute la planète ; et n'ont finalement obtenu que de préserver des

acquis et d'empêcher certains maux sans avoir beaucoup de gains positifs à rapporter. Mais peut-on légitimement placer dans la construction de modèles – sur le plan économique, politique, culturel, etc. – l'espoir qu'il nous invite à y investir ? C'est une question vaste et complexe, mais des arguments crédibles invitent à y répondre par l'affirmative.

Par de tels modèles, l'action militante peut se donner des objectifs et une direction ; elle peut prendre la mesure des progrès accomplis, mais sans se contenter de ne viser que des avancées réformistes ; elle peut faire reculer cette pernicieuse idéologie selon laquelle le monde que l'on connaît est nécessaire et l'avenir qu'il annonce un destin contre lequel il serait illusoire et inutile de se battre ; en outre, si elle est accomplie avec tout le sérieux qu'elle appelle, la démarche de construction de modèles, qui nous oblige non seulement à expliquer de manière convaincante pourquoi il faut refuser telle ou telle institution, mais aussi par quoi il serait possible et souhaitable de les remplacer, a d'immenses vertus pédagogiques ; enfin, nos luttes souffrent de n'envisager tous les problèmes que dans le cadre que lui donne la propagande des institutions dominantes et la construction de modèles aide de manière forte à imaginer des solutions qui sortent de ce cadre, par exemple en mettant sur pied des institutions fonctionnant selon le modèle – c'est justement le cas de l'économie participative.

Le livre d'Albert offre donc aux mouvements anarchistes une occasion de réfléchir sur les sens et les moyens de ses actions et je pense que nous aurions grand tort de refuser de la saisir. Car quoi qu'on puisse penser par ailleurs de ce modèle en tant que tel ou en tant que moyen pour résoudre les problèmes qu'il cherche à surmonter, on doit convenir avec Albert que tant que nous n'aurons pas des mouvements larges, vraiment inclusifs et où seront intensément vécus et le plaisir de lutter et le goût de la victoire, nous n'irons pas très loin sur la route de la transformation radicale de nos sociétés. Le pari des concepteurs de l'économie participative, on l'aura deviné, est : nous n'aurons rien de tout cela si nous manquons de vision.

La pensée et l'action anarchistes peuvent-elles, doivent-elles être inspirées par ce travail et ces réflexions ? Je le pense et il me paraît clair que, ce faisant, l'anarchisme ne ferait que renouer avec une part substantielle de son histoire et de son inspiration.* N.B.

* Un rapprochement frappant, parmi bien d'autres : Sébastien Faure, dans *Mon Communisme*, ambitionnait de contrer cette perception des anarchistes comme n'ayant guère de programme positif à proposer, en entreprenant de décrire la vie d'une grande nation sous un régime communiste libertaire telle qu'il la rêvait et pensait possible sa réalisation quinze années après le « mouvement libérateur ».

L'économie participative en quelques mots

Exposée dans de nombreux volumes, articles et conférences depuis le début des années 90, l'économie participative de Hahnel et Albert, si on s'autorise à le dire beaucoup trop sommairement, cherche à imaginer des institutions économiques permettant d'assurer l'allocation des ressources, la production et la consommation dans le respect de certaines valeurs posées comme désirables. « Nous cherchons, écrivent les deux auteurs, à définir une économie qui distribue de manière équitable les obligations et les bénéfices du travail social ; qui assure l'implication des membres dans les prises de décision à proportion des effets que ces décisions ont sur eux ; qui développe le potentiel humain pour la créativité, la coopération et l'empathie ; et qui utilise de manière efficiente les ressources humaines et naturelles dans ce monde que nous habitons – un monde écologique où se croisent de complexes réseaux d'effets privés et publics. En un mot : nous souhaitons une économie équitable et efficiente qui promeuve l'autogestion, la solidarité et la variété. »*

Le modèle, qui présuppose la propriété publique des moyens de production, rejette aussi bien le marché que la planification centrale et propose plutôt un modèle de planification participative par lequel des conseils de consommateurs et de producteurs coordonnent leurs activités au sein d'institutions qui promeuvent l'incarnation et le respect des valeurs préconisées – solidarité, autogestion, équité, respect des différences. Contre la hiérarchie et la spécialisation du travail et contre la maxime distributive capitaliste (« paiement selon la contribution de la personne ainsi que celle des propriétés qu'elle détient »), le modèle propose plusieurs innovations fort originales, par exemple la répartition du travail selon des ensembles équilibrés de tâches, la rémunération selon l'effort et le sacrifice ainsi qu'une pratique autogestionnaire devant assurer que la voix de chacun a de l'impact sur une décision à proportion de ce qu'il sera affecté par elle.

Pour en savoir plus, on pourra visiter le site internet de l'économie participative à : <http://www.parecon.org>

* Michael Albert, Robin Hahnel, *The Political Economy of Participatory Economics*, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 7.

Après le capitalisme

Caroline Granier

La

LA BIBLIOTHÈQUE LA RUE reçoit samedi 6 mars Thierry Discepolo, responsable à Marseille des éditions Agone, une des rares maisons d'édition totalement indépendantes. En effet, si l'on sait que le marché des éditions est quasiment monopolisé par Vup¹, on oublie souvent que même ceux qui se targuent d'échapper aux grands éditeurs et distributeurs se plient également bien souvent à la logique de la marchandisation, avec « l'énormité du chiffre d'affaires, la concentration en groupe capitaliste, la capacité à saturer le marché avec un minimum de 500 nouveaux titres par an et une politique salariale digne de McDonald's ».² Les éditions Agone refusent de se soumettre aux ordres du marché, d'être « marchand de prix littéraires », et leur catalogue témoigne d'une politique éditoriale militante, tout en étant ouverte.³

L'un des derniers livres parus chez Agone, que Thierry Discepolo a choisi de venir présenter à la Rue, est celui de Michael Albert, un militant libertaire nord-américain, proche de Noam Chomsky et de Normand Baillargeon.⁴ Son livre s'intitule (dans la traduction française) : *Après le capitalisme : éléments d'économie participative* (à ne pas confondre avec la démocratie « participative », à la mode dans les milieux de gauche français).⁵

Après le capitalisme... « l'économie participative »

Dans la lignée des utopies anarchistes de la fin du XIX^e siècle, qui, sans être des programmes précis et contraignants, veulent esquisser un avenir libertaire, Michael Albert tente de définir ce que pourrait être une économie plus juste, équitable, solidaire. Mais, à la différence d'un Kropotkine qui, dans *La Conquête du pain* (1892), trace les grandes lignes de la société idéale, il fait le pari de décrire des institutions susceptibles d'être mises en place, ici et maintenant, et d'accompagner un changement révolutionnaire.

Le problème auquel s'attaque Michael Albert est crucial : nombreux sont en effet les révolutionnaires – libertaires ou autres – qui, conscient.e.s que les conditions favorables à la révolution ne sont pas remplies, attendent le grand soir... tout en s'accommodant plutôt bien des institutions en place. Comment promouvoir, dans une société capitaliste, les pratiques anarchistes ? Comment vivre l'auto-

gestion dans son travail ? C'est à ces questions que ce livre prétend répondre, dans une forme facilement accessible. L'originalité de cette approche est de proposer des mesures applicables dès aujourd'hui, revendications immédiates qui serviront de levier aux conquêtes futures : « L'idée de base du programme d'économie participative est que toute revendication améliorant la situation des populations défavorisées est bénéfique. » L'économie participative, « révolution de l'économie », s'appuie sur les principes suivants : rémunération équitable, autogestion, dignité au travail. Enfin, un chapitre nous indique que la répartition participative n'obéira ni aux marchés ni à une planification centralisée.

Je ne décrirai pas dans le détail la teneur de l'ouvrage (voir ce qu'en dit Normand Baillargeon), mais je voudrais juste soulever quelques questions issues de sa lecture, afin de lancer quelques pistes qui pourront servir à une discussion.

Entre le programme réformiste et l'utopie révolutionnaire

Comme on peut le voir d'après ce résumé, l'auteur envisage des revendications à porter au sein même du système économique capitaliste et de l'État : il ne sort pas du cadre du salariat ni de l'impôt (il parle d'une « économie souhaitable »). Malgré tout, ces mesures sont présentées comme un programme révolutionnaire, inspiré par les idées libertaires.

Or un tel programme va probablement susciter de nombreuses critiques chez les anarchistes. Prenons, par exemple, l'organisation du travail. L'auteur a beau affirmer que le but de toute personne sensée est de travailler moins, il demeure quelque peu incohérent lorsqu'il évoque les réfractaires au travail (il est probable qu'il y en aura toujours, même dans une société libertaire). La mention d'une allocation « accordée au simple titre d'être humain » étendue en revenu dit « de subsistance » pour toute personne qui refuse de travailler quoique valide, disparaît ensuite lorsqu'il évoque les « tricheurs » qui stimuleraient l'inaptitude au travail « pour percevoir le revenu moyen ». Albert a beau dire que le système participative vise à rendre impossible « l'esclavage salarié », on reste méfiant. De même que le recours à une police spécialisée pour organiser la répression (« des personnes



Igor Gorin, *Clown*

Michael Albert : *Après le capitalisme, éléments d'économie participative*, préface de Thierry Discepolo, traduit de l'anglais par Mickey Gaboriau, Agone, 2003, 194 p., 16 euros.

spécialement formées pour cette tâche », éventuellement plusieurs fois mentionnée, peut laisser sceptique.

Cependant, la question de l'éventuelle répression dans une société anarchiste est un sujet polémique, que Michael Albert a le mérite d'aborder. En revanche, on peut lui reprocher plus fondamentalement de ne pas se démarquer suffisamment de l'idéologie du travail (basé sur le « sacrifice » et « l'effort ») et de ne jamais remettre en cause le dogme du « productivisme » ou le mythe du progrès⁶ : toute critique radicale de la société capitaliste devrait pourtant commencer par là. Soulignons également une vision réductrice de l'utilité sociale : à la question de savoir si l'on doit rémunérer un poète, la réponse est : non s'il n'écrit « que pour [sa] propre satisfaction », s'il crée « quelque chose qui n'apporte rien aux autres ». Vaste débat que de discuter de la portée sociale d'une œuvre artistique ! Concernant tout ce qui se rapporte à l'utilité et au lien social, il me semble que les analyses du Mauss⁷ seraient bien plus éclairantes. Enfin, on peut aussi regretter que Michael Albert étudie l'économie comme une sphère séparée des autres domaines (voir son leitmotiv : « C'est une question politique plutôt qu'économique. »).

Enfin, le livre d'Albert manque singulièrement d'épaisseur historique. Cela est sans doute voulu par l'auteur et pourrait constituer une qualité – mais à la lecture, on regrette souvent que les idées développées (l'autogestion, les conseils de travailleurs) ne soient pas replacées dans le contexte qui les a vues surgir. Comment bâtir le présent en ignorant ce qui a été tenté avant nous ? Et, à ce propos, on peut également se demander si ce nouveau mot, le « participalisme », nomme une idée réellement nouvelle. Quant au concept de « réformes non réformistes », est-il très convaincant ? Depuis cent ans, les réformes (sociales) ont le plus souvent été arrachées de force à un gouvernement menacé par un fort mouvement révolutionnaire ; on imagine mal comment il en irait différemment des réformes proposées par Michael Albert.

À qui s'adresse cet ouvrage ?

En fait, le principal problème posé par le programme de Michael Albert est qu'il est ou bien trop audacieux pour un programme réformiste, ou bien trop timide pour une utopie politique. En effet, si l'on se place de son point de vue, qui est celui d'un programme applicable à court terme, alors on voit mal comment les mesures proposées seraient viables dans une économie dominée par le profit. Bien sûr, l'auteur nous dit : « Dans une économie participaliste, pas de propriétaires d'entreprises et personne ne recherche le profit. Pas de pression du marché. » Mais en attendant, la course au profit est bien réelle... et comment l'ignorer ? Les réponses apportées sont très vagues : l'auteur parle de « réappropriation populaire des moyens de production », sans



Igor Gorin, *Namysto*

en indiquer les moyens, et ne dit pas précisément comment les entreprises « qui, bien qu'insérées dans l'économie, tenteraient d'adopter une forme participaliste » s'y prendraient pour modifier leur fonctionnement. Soit on reste dans une société capitaliste, et ces mesures paraissent quelque peu irréalistes ; soit la société a abandonné la quête du profit, et alors... on pourrait aller beaucoup plus loin.

Enfin, que faire du « programme » qui nous est proposé à la fin de l'ouvrage ? « Le programme participaliste est conçu pour obtenir à court terme une amélioration de la vie du plus grand nombre tout en établissant les bases nécessaires à d'autres avancées et parvenir à long terme à une économie participaliste. » Par qui sera-t-il porté, et dans quel cadre (électoral ou non) ?

Difficile, donc, de dire à qui s'adresse réellement ce livre. L'auteur ne cesse d'appeler à une prise de conscience et à un changement au sein de « nos » mouvements... Il s'agit en fait des mouvements « progressistes », « de gauche », et (en France) plus qu'aux anarchistes, ce livre s'adresse aux militants d'organisations telles qu'Attac ou de partis politiques de l'extrême gauche.

Un appel à rejeter tous les dogmes

Mais précisément, ce livre rappelle qu'on ne saurait se dire progressiste sans adopter, dans nos pratiques militantes ou professionnelles, un fonctionnement égalitaire et non hiérarchique. Or, bien peu d'exemples de ce type sont présentés à « la grande masse des gens », celle qui, le souligne opportunément Thierry Discepolo dans sa préface, accepte le système capitaliste, et à qui l'on doit s'adresser si l'on veut renverser l'ordre établi.

En outre, le projet de Michael Albert, loin de se donner comme une solution unique, se présente comme un outil : « Ce projet doit appartenir à tous [...] chacun doit pouvoir se l'approprier, l'amender, le compléter. » Il s'adresse donc à tous les individus qui se complaisent dans un langage révolutionnaire et continuent à cautionner le système par leurs pratiques. Ainsi Michael Albert rejette-t-il tous les dogmes qui pourraient se révéler paralysants – par exemple la règle du consensus ou le slogan : « Pas d'État ». (Le problème est que Michael Albert semble assimiler l'État au ser-

vice public : pour lui, pas d'organisation politique possible hors de l'État !⁸)

Thierry Discepolo, lui, a vu dans cette esquisse « la formalisation du système de valeurs sur lequel est fondé notre pratique éditoriale » (Michael Albert a justement développé son modèle d'économie participaliste au sein de sa maison d'édition). Dans sa préface, il souligne également que les propositions concrètes sont nécessaires si l'on ne veut pas en rester à la « rhétorique révolutionnaire », souvent d'autant plus radicale qu'elle est coupée de toute pratique. Il faut donc dépasser l'exercice d'indignation stérile, et constituer « une véritable alternative en actes », afin de « concrétiser » la sortie du capitalisme. Et pour cela, obligation nous est faite de commencer à nous remettre nous-mêmes en cause : « Examiner quelle part on prend personnellement, et de quelle manière, au maintien de l'ordre établi. »

La force du livre de Michael Albert est donc de nous obliger à nous poser des questions, et même si nous ne sommes pas d'accord avec le système qu'il propose, de nous inciter à faire à notre tour des propositions concrètes : c'est un texte inclassable, loin de toute idéologie figée. Cependant, le livre ne me paraît pas toujours tenir les promesses faites aux lecteurs dans la préface. On aura donc de nombreuses questions à poser à Thierry Discepolo samedi 6 mars. C. G.

1. Vivendi Universal Publishing possède 80 % du marché du livre de poche et 70 % de la distribution de livres.

2. Isabelle Kalinowski et Béatrice Vincent, dans Agone : « Petite gazette de notre activité éditoriale », 2003.

3. www.athetes.org/agone.

4. Normand Baillargeon, *L'Ordre moins le pouvoir : histoire et actualité de l'anarchisme*, Agone, 2001.

5. Voir : www.zmag.org, et pour la présentation en français (par Baillargeon) : www.parecon.org.

6. Voir par exemple les ouvrages de Jacques Ellul ou de Ivan Illich.

7. Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales : www.revuedumauss.com.fr.

8. Critique qui a déjà été faite à Baillargeon par les anarchistes québécois (www.nefac.northernhacking.org/organisation/newswire/display.626.index.ph).

Revisiter l'œuvre de Proudhon

IL Y A LIEU DE S'INTERROGER sur les rapports de la pensée de Proudhon et la ville de Lyon, ancienne cité des canuts. Les révoltes de 1831 et de 1834, et la force révolutionnaire des associations ouvrières, sans conteste, sont à prendre en compte dans la genèse des réflexions de Proudhon, donc sur la construction de la pensée anarchiste et ce jusqu'à nos jours. C'est le propos du colloque Lyon & l'esprit proudhonien qui nous invite à rien moins qu'à une relecture de Proudhon.

La première intervention, celle d'Olivier Chaïbi, « Les journaux de la Croix-Rousse de 1831 à 1851 » dresse un inventaire de la presse « ouvrière » qui émane surtout des chefs d'atelier. Cette presse d'abord corporatiste se fera politique. Dépasant le cadre des problèmes des ouvriers de la soie, cette presse, en moins de vingt ans, deviendra une « matrice de ce que seront les premières mutuelles et les syndicats à leurs débuts ».

Pierre Ansart, dans « Proudhon et les canuts lyonnais », décrit le séjour de quatre ans que fera Proudhon dans la ville et l'importance de l'expérience pratique, sur le terrain, parmi les travailleurs. « Proudhon fondait son argumentation sur la théorie économique de la valeur-travail : puisque le travail est l'unique source des valeurs. » « Il s'agit d'appeler les producteurs à s'associer eux-mêmes, sans attendre les ordres du capitaliste, à fonder des sociétés mutuelles. » L'anarchisme de Proudhon sera social : trois sources d'aliénation seront déterminées (le capital, l'État et la religion). Le capital devra disparaître « à petit feu ». Par rapport à l'État, Proudhon se méfie de l'« émeute », mais n'élabore pas pour autant une théorie de la non-violence. Quant à la religion, Proudhon rejette toute transcendance.

Bruno Scacciatelli nous rappelle le parcours d'« un intellectuel révolutionnaire atypique en 1848 », c'est-à-dire la conquête du savoir par un pauvre dans les méandres des institutions de la connaissance intellectuelle jusqu'à sa reconnaissance, controversée, comme théoricien, publiciste, journaliste et député qu'il fut pour atteindre à une visibilité plus grande.

Le titre de la courte intervention de Philippe Corcuff, texte qui mériterait un développement plus ample, « De Proudhon à une social-démocratie libertaire, la question de la propriété », fera hurler plus d'un militant qui n'iront pas jusqu'à sa dernière phrase : « L'imagination est nécessairement requise. » Ils crieront à tort, me semble-t-il, car Philippe Corcuff, s'appuyant sur deux textes de Proudhon (contradictaires?), Qu'est-ce que la propriété? et *Théorie de la propriété*, tente d'introduire une nouvelle politique d'émancipation

qui voudrait établir un équilibre des pouvoirs entre le collectif et l'individu, et « d'envisager la cohabitation d'une pluralité de formules de propriétés qui casse l'appropriation capitaliste sans casser l'individualité au profit de l'État... ».

Avec Daniel Colson, « Proudhon et Leibniz, anarchie et monadologie », la philosophie entre en jeu avec la « monadologie renouvelée » et sans le Dieu que Leibniz conserve prudemment comme supermonade. Rompant avec le postulat divin, « on peut dire que l'univers est établi sur le chaos, et la société humaine sur l'antagonisme ». Alors, avec cette néo-monadologie s'affirme la nécessité pour les êtres humains d'inventer et de créer le monde dans lequel ils veulent vivre ». On retrouve la nécessité d'équilibrer les forces en présence (« la balance des forces »), forces qui ne « luttent un moment que pour se reconnaître, se contrôler, se confirmer et se classer ».

Avec Philippe Chaniel (« Proudhon et la république des associations »), c'est à une relecture des textes, sur la base de la critique proudhonienne de l'individualisme libéral, que nous sommes confrontés. Après avoir revu les notions d'« association », de « contrat », de « république », d'« anarchie positive », etc., Chaniel cherche à mettre en valeur le concept d'« associatisme civique ».

Réflexion que continue Cyrille Ferraton dans « l'association mutualiste de P.-J. Proudhon, solution de synthèse au socialisme et au libéralisme ». La mutualité, autre nom de la « justice », synthèse de la liberté individuelle et du devoir social.


Le court texte de David Rappe, « Proudhon, une pensée pour l'action anarchiste au XXI^e siècle », pose la question de savoir pourquoi on se réfère encore à cet auteur alors que les anarchistes ne sont pas plus proudhoniens que bakouniniens ou malatestiens. Parce que P.-J. Proudhon, malgré toutes les critiques que l'on peut lui faire, nous propose une grille d'analyse encore pertinente aujourd'hui quand on réfléchit aux formes de domination (économique, politique et morale ou religieuse). Parce qu'il apporte trois propositions : la propriété collective, le fédéralisme et l'auto-gestion généralisée.

Alain Pessin dans « L'esprit proudhonien à la Croix-Rousse aujourd'hui » n'hésite pas à voir l'utopie mise en acte, ici et maintenant, et marquée du doigt de Pierre-Joseph, même si ce dernier est peu ou mal connu en ces lieux.


Mimmo Pucciarelli boucle l'ensemble en faisant visiter cette fameuse Croix-Rousse au revenant Pierre-Joseph, promenade bienvenue et pleine d'humour.

André Bernard

LYON & L'ESPRIT



PROUDHONIEN

Société P.-J. Proudhon  Université solidaire

Lyon & l'esprit proudhonien, actes du colloque de Lyon des 5 et 6 décembre 2002, textes réunis par Alain Pessin et Mimmo Pucciarelli, Atelier de création libertaire, société P.-J. Proudhon, Université solidaire, novembre 2003, 224 p., 14 euros.

Disponible à Publico.

54^e Festival de Berlin :

mémoires du monde... en quête d'utopies

« Le Sud est un espoir, une utopie »

Fernando Solanas

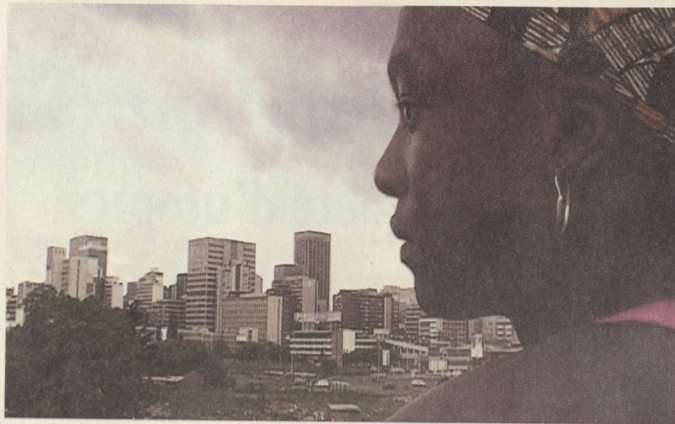
Heike Hurst

FERNANDO SOLANAS, mémorable auteur de *l'Heure des brasters*, livre avec son documentaire *Memoria del Saqueo* (Mémoires du saccage), un génocide social, une analyse implacable des mécanismes économiques désastreux qui ont mené l'Argentine à la ruine. Film militant contre la globalisation, s'inscrivant dans le mouvement alter-mondialiste, il montre comment les dictatures successives, les régimes corrompus, ont trahi le lien social, ont saccagé les ressources du pays et l'ont livré – clefs en mains – aux Yankees, sous l'œil bienveillant d'une « mafia(o)cratie » nationale, c'est Solanas qui crée le mot. On apprend tout sur la dette extérieure, sur le troc des finances du pays contre des bons sans valeur édités par millions, sur la lente marche d'un pays riche – en matières premières – vers sa ruine, orchestrée par les multinationales et les mafias de la finance. On voit aussi que des milliers de gens, hommes, enfants et femmes croupissent dans la misère, on apprend que ces enfants sous-alimentés, aux carences profondes ne pourront jamais constituer la relève intellectuelle future du pays, que tout au contraire, ils seront diminués à jamais dans leurs capacités mentales: 80 % des enfants sont sous-alimentés. Loin de tout misérabilisme, Fernando Solanas filme « ses » Argentins en lutte: les vieux, volés de leurs économies, cassent avec marteaux et objets de fortune les portes des banques, ne cèdent ni à la police ni à l'armée; les jeunes ripostent, attaquent les chars avec leurs planches de skateboard; les femmes, et pas seulement les mères de la place de Mai, sont là, inébranlables, malgré les arrestations et les intimidations constantes. Les Indiens aussi témoignent: installés sur des terres arides, devenus des champs pétrolifères, ils tirent du gasoil de leurs puits. Les champs en regorgent. Il suffit d'une allumette pour incendier le tout. Ils vont mourir de maladie et d'empoisonnement. Dépouillés de leur identité, ils témoignent de leurs tentatives de riposte, des combats bloqués par l'administration, de leurs vies brisées.

Les images que convoque Fernando Solanas participent au combat pour une Argentine vivable, débarrassée de ses sangsues: en témoignent les médecins, ingénieurs, économistes, etc., impliqués dans la lutte contre cette corruption profonde de la société. L'un d'eux dit: « Si l'on arrêta de voler le pays seulement pendant deux ans, l'économie pourrait repartir! » Quand Solanas utilise les images d'archives, c'est pour rappeler l'histoire des dictatures de ces trente dernières années et les gouvernements successifs de Carlos Menem à Fernando De la Rúa. C'est aussi pour rappeler l'abîme entre les promesses électorales faites et la misère engendrée par l'abomination de ces régimes qui ont ruiné l'Argentine. Les luttes de ces dernières années ont fait plus de morts que la répression sous la dictature militaire! Loin de se décourager, Solanas prépare déjà une deuxième partie des *Mémoires du saccage*: *Cantos de una Argentina latente*. Ce « chant » sera le récit et le témoignage d'une utopie concrète. Il racontera, en effet, la vie de personnes restées anonymes qui ont consacré leur vie à la lutte pour changer cette misère dans leur quartier, dans la vie de tous les jours.

D'autres continents répliquent à ces formidables *Mémoires du saccage*: l'Afrique du Sud, l'Apartheid... fournissaient une thématique forte à Berlin, cette année. Un film en compétition, *Country of my skill* de John Boorman – d'après le livre de l'Afrikaner Antje Kroege – scelle la rencontre de stars, Juliette Binoche et Samuel L. Jackson, dépêchés en tant que journalistes aux commissions de vérité et de réconciliation (Truth and Reconciliation Commission, TRC), initiées par Nelson Mandela. Film hollywoodien qui associe torture et lutte raciale à une histoire d'amour, comme si les faits ne suffisaient pas! Que la fin de l'Apartheid ne signifie pas la fin de la dictature aurait été un questionnement bien plus intéressant. C'est en tout cas une des lignes majeures explorées par le remarquable documentaire *Memories of rain* de Gisela Albrecht et

Le cinéma du Réel, du 5-14 mars, consacré cette année à l'Argentine, diffuse le film de Fernando Solanas: *Memoria del Saqueo*, le samedi 13 mars à 20h30 au Latina, le dimanche 14 mars à 14 heures au Cinéma 1 de Beaubourg.



Ci-dessus : *Belonging*. Page de droite : *Samaritan Girl*.

Angela Mai, programmé par le Forum du jeune cinéma. Dix années après la fin du régime de l'Apartheid, on revient sur les années de dictature en racontant l'histoire de Jenny Cargill, une Blanche, de Kevin Qhobosheane, un Noir, tous deux membres de l'ANC, engagés dans la lutte depuis presque vingt ans. Ils ont été clandestins, ont changé d'identité, de pays et de cadre de vie. Kevin part à 15 ans, 10 cents en poche pour rejoindre l'ANC en exil.

Jenny a 28 ans quand elle franchit le pas. Elle a été journaliste, a fait des études brillantes. Les trois heures du film ont une remarquable densité : Jenny et Kevin ne parlent pas seulement en cadres avertis de l'ANC, mais se livrent aussi intimement. On sent un lien très fort d'amitié entre toutes les personnes qui travaillent sur ce film ensemble à partir de 1994. Ironie amère de l'histoire : Jenny, la Blanche, semble s'en sortir bien mieux que Kevin, le Noir. Les conditions trop dures de la clandestinité ont détruit sa vie privée et ont eu raison de sa santé. Jenny articule ses doutes et ses angoisses de cadre dirigeant. Elle décroche, s'arrête, quand les contradictions deviennent insupportables : « Pour qui se bat-on si l'on commence par torturer les gens qui sont avec nous ? »

Malgré tout, ils assistent vivants à l'après de la lutte de libération. Il y a des victoires, dit Jenny, car cinq millions de Noirs ont maintenant accès à de l'eau potable. Ce qui reste à faire, ils le savent mieux que tout le monde. Alors que *Memories of ruin* est une production indépendante et pauvre, produite par les deux réalisatrices, soutenue par quelques franc-tireurs ; dix autres films ont été produits par les nouvelles unités de cinéma officielles créées en Afrique du Sud : NEVF et IDC. Ce ne sont pas des films de cinéma, plutôt des croquis, reportages, films-interviews qui donnent des informations sur l'état de choses, aujourd'hui, en Afrique du Sud. Une esthéticienne noire cause avec ses clientes blanches : *Hot Wax* ; une mère de famille réfléchit sur ses origines et demande l'initiation qui lui a manqué : *Belonging* ; un jeune chante comme Pavarotti : *Being Pavarotti* ; Mix - Youth and Music raconte l'ami-

tié entre des jeunes filles, une Noire, une Blanche qui travaillent toutes deux comme DJ ; puis des histoires diverses, autant de destins singuliers, broyés par le racisme et la lutte pour la survie ; à signaler l'histoire de Solly, qui donne l'exemple, qui peut parler d'insertion et de succès, puisqu'il peut nourrir sa famille et être généreux, grâce au foot : *Solly's Story...*

« Quand tu ne peux pas changer le monde, commence par changer ton monde... » conseille le psy à Cahit (Biroł Ünél) qui a planté son auto dans un mur. *Gegen die Wand* (Dans le mur) de Fatih Akin ne s'encombre pas de détails. Son film fonce à toute allure, le réalisateur est pressé d'agir contre toutes les violences injustifiées, y compris celle qu'on s'inflige à soi-même. Dans ce film non dépourvu de charme - oriental -, Fatih Akin attaque la violence qui s'exerce dans les familles turques sur les jeunes filles. Sibel (Sibel Kekilli) veut vivre, chanter, danser, baiser, « pas seulement avec un homme, non, avec plusieurs ! » mais en attendant, elle commet des tentatives de suicide. C'est à l'occasion d'un de ses suicides ratés qu'elle rencontre Cahit, paumé comme elle. Sibel lui demande un mariage de convenances : non pas pour vivre comme mari et femme, juste pour la libérer du joug de la famille en général et du contrôle du frère aîné en particulier. Mais les choses ne sont pas si simples. La situation est grave et, pourtant, le film est une comédie douce-amère qui vire seulement au tragique quand toutes ces décisions théoriques ne tiennent plus face à la réalité. Commence alors la descente en enfer de Sibel qui doit se réfugier à Istanbul chez sa sœur. Et parallèlement se dessine l'évolution de Cahit qui est tombé amoureux de sa femme.

À ceux qui veulent ramener Fatih Akin, allemand depuis deux générations, à ses origines, il répond que le mot « travailleur immigré » n'existe plus dans son vocabulaire. Son actrice, Sibel Kekilli, découverte dans un grand magasin, réagit comme lui. Elle est allemande, parlant encore le turc, a un passeport allemand et dit : « Les Turcs qui sont arrivés en Allemagne il y a trente ans, venaient de l'arrière-pays. Ils sont restés arriérés et sont pires que

les Turcs d'Istanbul ! » *Gegen die Wand* est un pavé dans la mare de la communauté turque rétrograde, dénonçant le patriarcat abusif qui terrorise femmes et filles. Ce film va choquer, secouer le monde bien-pensant, créer discussions, contestation dans la communauté turque et dans la société allemande. En revanche, la force qui émane du film est indéniable. Un Ours d'Or qui a le mérite de balayer « le cinéma de papa » dont ne voulaient plus les Jeunes Turcs du cinéma allemand en 1962. (Mes excuses à Fatih Akin pour l'expression utilisée). L'autre « métèque » du cinéma allemand, Romuald Karmakar, a réussi à exaspérer son public et à enchanter les journalistes étrangers avec un film rigoureux, un huis-clos sur la fin d'une relation : *Die Nacht singt ihre Lieder* (Nightsong).

Le cinéma français en compétition a déçu par son conformisme, sa facture conventionnelle : Rohmer montre comment son *Triple Agent* s'enlise et sombre avec, alors que 1936 au cinéma est un grand sujet. *Confidences* trop intimes de Patrice Leconte s'en sort mieux, puisque sa mise en scène et ses acteurs (Bonnaire et Lucchini) sont excellents, mais sa jolie histoire d'un quiproquo reste trop mince pour être vraiment passionnant. *Feux rouges* de Cédric Kahn est un thriller d'autoroute, mais l'alcoolisme au volant lasse, et l'effroi ne dure pas, donc... Sébastien Lifshitz avec *Wild Side* prend en revanche des risques bien plus grands en racontant un trio improbable et leur amour certain. Programmé au Panorama, il a reçu le Teddy Award.

De Maria pleine de grâce... à Samaritan Girl

L'utopie d'une vie moins cadencée, plus libre, moins dégueulasse, trotte dans toutes les têtes sur tous les continents : retournons en Amérique latine : Maria, en pleine santé mentale, veut quitter cette vallée de larmes, un village à quelques kilomètres de Bogota. Maria, ouvrière dans une plantation de roses, enceinte, s'engage à transporter de la drogue dans son ventre. Pour s'entraîner, Maria introduit un très gros grain de raisin dans sa bouche, mais n'arrive pas à l'avaler en entier. Recrache, s'étouffe, recommence. Ainsi arrive-t-elle à se préparer à devenir « mule ». Une des méthodes utilisées par la Colombie pour faire entrer des drogues aux États-Unis. *Maria full of grace* (Maria, pleine de grâce) est « pleine » dans tous les sens du terme : elle est pleine de colère, après une altercation avec son patron, elle quitte ce boulot ; elle est enceinte, sans être bénie ; elle a le ventre plein, rempli de soixante-deux petits sachets de drogue que son estomac doit retenir pendant le vol de Bogota à New York. Elle mourra empoisonnée, si une seule de ces doses éclate. C'est ce qui va arriver à une des filles : les dealers vont la découper pour récupérer la drogue et jeter son cadavre. Maria, la rebelle, pleine de compassion, va payer le rapatriement.

ment du corps de son amie d'infortune. En quelques mois, plus de deux cents Colombiennes et Colombiens ont été rapatriés dans leur cercueil...

D'autres jeunes filles expérimentent d'autres filons tout aussi dangereux: pour dénoncer la prostitution des collégiennes mineures en Corée, le dérangeant Kim Ki-Duk crée des situations inédites: deux jeunes filles vont vivre la prostitution sur un mode original: elles sortent ensemble, l'une tient le carnet des clients, donne les rendez-vous et empoche l'argent, destiné à leur voyage en Europe. L'autre se prostitue de bon cœur: c'est *Samaritan Girl* (La Samaritaine)...

Après la mort accidentelle de cette fille, à qui elle avait donné le surnom de Vasumitra, car Vasumitra avait transformé tous ses clients en bouddhistes, elle prend la relève, couche avec les anciens clients de son amie et leur rend l'argent. Retourner l'argent aux clients, alors qu'ils pourraient tous être le père de ces jeunes filles, provoque un retournement complet de la situation. Les hommes sont stupéfaits, gênés, bref, transformés. Ils se souviennent d'avoir une famille, des enfants. Ils réfléchissent à l'usage qu'ils pourraient faire de cet argent. Peut-être réalisent-ils pour la première fois qu'ils couchent avec des filles qui pourraient être leurs enfants. Des images en couleurs pastels, la tenue scolaire de ces jeunes filles – costume, cravate – traduisent paradoxalement très bien la violence intrin-

sèque de la société coréenne. Kim Ki-Duk a été sacré meilleur réalisateur.

Au lieu de hurler sa colère, son refus d'un monde oppressant, représenté par le père, le mari, les religieux, Mihal, jusque-là fille obéissante de son père, essaie de comprendre par elle-même pourquoi elle est en état de choc. Tout le monde lui demande des comptes. Au lieu de dénoncer les pratiques illicites de son père et des religieux, elle cherche à ne pas envenimer les choses, à protéger même son père des conséquences de ses actes illicites, alors qu'il l'a froidement « répudiée ». Elle relève la tête et décide pour elle et son enfant, seule. Ce chemin d'émancipation solitaire s'appelle *Avanim* (Pierres). Tourné en Israël, Raphaël Najari a réalisé là son film le plus serein, donnant une leçon d'humanité qui arrive par défaut, « en creux » comme il dit.

Ce tour du monde en « utopies » et « promesses » ne donne pas des résultats très optimistes: le grand cinéaste Theo Angelopoulos ne va même plus chercher de ce côté là, il constate la permanence de leur échec. La trilogie dont il présente à Berlin le premier volet *La terre pleure* (1919-1949) montre aussi la constance des sentiments, de tout ce qui aide à survivre. Le deuxième volet de ce film « du xx^e siècle » irait de la mort de Staline, en 1953, jusqu'à la guerre du Vietnam. Sorte d'épopée autour d'artistes, de musiciens, de militants incorruptibles toujours en mouvement, les visions d'Angelopoulos secouent et

apaisent. En vrai créateur de plans-séquences, il renouvelle le stock d'images qui peuplent notre imaginaire et concernent l'entreprise de vivre politiquement et humainement debout.

Et pourtant, dans une comédie de Chantal Akerman *Demain, on déménage!* – programmé par le Panorama, à Berlin (sortie: 3 mars) –, l'utopie, ça existe et concrètement. C'est l'utopie qui se vit, se concrétise dans le quotidien. Pour la pratiquer, il suffit d'être ouvert à l'autre, de ne pas avoir les mains liées par trop de choses et d'objets, ni d'être plombé par trop de souvenirs. C'est le cas de Charlotte (Sylvie Testud), elle n'est attachée à rien, sauf à sa mère. Alors que sa mère (Aurore Clément) ne peut se déplacer sans son piano à queue, ne peut vivre sans la valise du mari disparu, sans faire et refaire cuire des poulets au four... Catherine, la mère se caractérise par ses obsessions, alors que Charlotte est libre, disponible. Pour elle, tout est simple, si elle peut avoir un coin de table et de la tranquillité. Si les meubles l'encombrent, elle les met dehors. Et si cela gêne quelqu'un, elle les rentre. Si les gens sont malheureux, elle les écoute en offrant un café ou un quatre-mains au piano. Si une femme se sent bien dans cette maison, (Natacha Regnier) qu'elle revienne, on lui fera une place. Même si elle revient avec son nouveau-né. Voici l'utopie joyeuse de *Demain, on déménage!* Comment disaient encore les ouvrières de chez Lip: « Tout est possible! » **H. H.**



Jeudi 4 mars

Paris 3^e

Action pour la défense du droit syndical et en soutien à Cédric Ostrowski, menacé de licenciement. Rendez-vous à 11h30 à la Bourse du travail, 67, rue de Turbigo, M^o Arts-et-Métiers.

Vendredi 5 mars

Mulhouse

Conférence-débat sur l'anarchisme à 20 heures à la Maison des Ensembles, 32, rue Huguenin, organisée par des militants de la Fédération anarchiste. Entrée libre.

Paris 20^e

Thierry Maricourt viendra faire une conférence sur le thème: « Littérature et travail » à 19h30 à l'espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades. M^oJourdain.

Samedi 6 mars

Chalon-sur-Saône (71)

Contre la précarisation générale, convergence des luttes! Manif à 15 heures, place de la Mairie.

Marseille

« En Palestine, quels enjeux? » est le titre d'une causerie-débat avec Michel Bracco au Cira à 15 heures au 3, rue Saint-Dominique.

Nîmes

Rassemblement sur le site de l'incinérateur de Nîmes-Saint-Cézaire à partir de 14h30, puis manif en direction de la préfecture.

Paris 11^e

Des militants de la FA seront présents à la manif pour la journée internationale de lutte des Femmes, place de la République à 14 heures.

Paris 18^e

Thierry Discepolo viendra à la bibliothèque La Rue parler des éditions Agone et du livre de Michael Albert *Après le capitalisme*, à 15h30, 10, rue Robert Planquette.

Dimanche 7 mars

Lyon

Rassemblement en solidarité aux prisonnières, devant la prison de femmes de Montluc. Rendez-vous à 19 heures, 1, rue Jeanne-Hachette, M^o Sans-Souci.

Lundi 8 mars

Lyon

Représentation de la pièce *Les monologues du vagin* par la compagnie Bath'Art, d'après le recueil d'Eve Ensler, à la Plume noire, à 21 heures, 19, rue Pierre-Blanc. Prix libre.

Mardi 9 mars

Ivry-sur-Seine

Réunion publique: « Les anarchistes et les élections ». À partir de 20 heures, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M^o Porte-d'Ivry.

Vendredi 12 mars

Chalon-sur-Saône

Projection du film *Spezzano A.* suivie d'un débat avec les réalisateurs du film, à 20 heures à la maison des syndicats, organisée par le groupe libertaire de Saône-et-Loire et le groupe la Vache noire, de la FA.

Samedi 13 mars

Paris 11^e

Forum de la librairie du Monde libertaire: *le Contrôle social en société dite démocratique*, avec Jean-Pierre Tertrais, membre de la FA de Rennes. À 16h30, au 145, rue Amelot, M^oOberkampf.

Chelles

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique sur le contrôle social avec Jean-Pierre Tertrais à 20h30 au 1bis, rue Émilie, près de la gare RER.



Jeudi 4 mars

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, « Esprit de défense », Le Mounana pour les sœurs.

Vendredi 5 mars

Enjoy Polar: de 12 heures à 13 heures, diffusion d'un débat public mené par l'émission lors du récent festival Polar dans la Ville de Saint-Quentin-en-Yvelines. Avec: Alexandra Schwartzbrod (ancienne correspondante de *Libération* à Jérusalem) pour *Bulagon*, Alain Le Grand pour *E-Zone* et Marcus Malte pour *La part des chiens*.

Samedi 6 mars

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, Sud Sofres: les élections professionnelles et les grèves. Intervenants sociaux contre la délation organisée.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure: de 19 heures à 21 heures, une interview du cinéaste cambodgien Rithy Panh pour son film documentaire *S21, La machine de mort khmère rouge* (réalisée par Thierry Hervieu et Laurent Devanne).

Dimanche 7 mars

Chants, contrechamps: de 15h30 à 17 heures, rencontre avec Jean-Christien Sibertin-Blanc, organisateur du Festival du Cinéma Chinois qui se déroulera du 17 au 27 mars. Rencontre avec Fabienne Elkoubi (au Sentier des Halles du 22 au 27 mars).

Lundi 8 mars

Le monde merveilleux du travail: de 20 heures à 21 heures, la commission Femmes de la CNT sera invitée avec pour thème: quel avenir pour les femmes face aux attaques faites à leurs droits?

Mercredi 10 mars

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Jimmy Rodgers.

Femmes Libres: de 18h30 à 20h30, la journée internationale de lutte des Femmes; traces, mémoires et histoire des mouvements de Femmes de l'immigration en France depuis 1970; expositions, tables rondes, débats du 8 au 20 mars à la mairie du 10^e avec Nadia Chaabane de l'Association des Tunisiens de France.



Encore et toujours Gaston Couté



VOICI un nouvel interprète de notre poète... Ah, bien sûr, il ne s'inspire pas de la Tordue, du P'tit crème ou du Pierrot noir; il renoue plutôt avec les interprétations de Francis Cover, de Claude Réhaut, de Marcel Amont, de Monique Morelli ou de Jack Lantier...

Cela dit, au Vent du ch'min, on n'a jamais donné un « label » à l'une, l'un ou l'autre... Chacun chante, dit, fredonne le Gaston avec sa personnalité, ses choix, son cœur...

Alain-René est discret, il a fait son petit boulot sans faire de bruit, dans son coin et,

rien que pour ça, il est des nôtres, de ceux qui veulent partager et faire plaisir.

Et puis, mais c'est personnel, il nous donne un texte que j'attendais depuis des années... la réponse du Gaston à ce réactionnaire de Théodore Botrel, le chanter « breton », ce nationaliste qui serait aujourd'hui à la table de De Villiers ou sur une liste du FN.

Celui à qui nous devons la célèbre Ma p'tite mimi, ma p'tite mimi, ma p'tite mitrailleuse à bôches sur l'air de la Petite Tonkinoise. Le Couteau de Botrel et Ce bon bougre de métayer, la réponse du Gaston...

Je signale qu'ils étaient tous les deux édités chez Ondet. L'on raconte que c'est sur les pressions de Botrel et des cercles catholiques que Couté n'a jamais été édité de son vivant. Quatorze textes de Couté dits ou chantés sur des musiques de Pierron, Meulien, Alain-René Georges, Florencie et puis en cadeau Rue Saint-Vincent de Bruant et Fanny de Lannion de Pierre Mac Orlan.

Jean-Claude Richard

Le Vent du Ch'min

Du mardi 16 au samedi 20 mars à 20h30, Alain-René Georges donnera cinq représentations au théâtre des Déchargeurs, 3, rue des Déchargeurs, Paris 1^{er}, M^o Chatelet. 14 euros.

Alain-René Georges chante et dit Gaston Couté. La chanson d'un gâs qu'a mal tourné. CD en vente à Publico: 15 euros (plus 10 % pour les frais de port).

Chronique de la toile 9

AU DÉBUT du siècle dernier, c'était il y a bien longtemps, éclatait en Russie la première révolution du XX^e siècle. Il en reste cent ans après des traces sur Internet. Un de ses acteurs, connu sous le nom de Voline, va écrire un livre sur ces événements.

Il s'agit de la Révolution inconnue. Vous trouverez ce livre en entier (500 pages) à la Bibliothèque libertaire:

<http://kropot.free.fr/Voline-revinco.htm>

L'autre acteur bien connu de cette révolution inconnue s'appelle Makhno. Allez donc faire un tour sur le site de ses archives qui contient un certain nombre de textes en français:

<http://www.nestormakhno.info/index.htm>

Si vous lisez l'anglais, il y a de nombreux autres textes intéressants sur ce sujet. Vous y trouverez aussi la version de la Makhnovtchina, chantée par les Bérurier noir et, juste pour les yeux, des photos de cette épopée ukrainienne à cet endroit: <http://www.nestormakhno.info/images.htm>

Après la répression léniniste, un débat s'ouvrira en France sur la nature de la Révolution russe et sur la nécessité de l'organisation anarchiste. René Berthier dans un article du Monde libertaire de décembre 1997 expose les termes du débat. Vous pouvez relire cet article à cette adresse: http://www.federation-anarchiste.org/ml/numeros/hs9/article_8.html.

Du même auteur, un article plus court paru en octobre 1997 portait sur l'implantation des anarchistes en Russie, utile pour comprendre la suite des événements: http://www.federation-anarchiste.org/ml/numeros/1097/article_2.html

Bibliolib a publié un texte très intéressant d'Emma Goldman intitulé La Vérité sur les bolcheviks. Il illustre bien les illusions que l'on pouvait avoir sur ce qui se passait en Russie en 1918. E. Goldman, russe d'origine, émigrée aux États-Unis, reviendra très rapidement sur ses rêves. Dès son retour de Russie, elle n'aura de cesse de « lutter désespérément pour créer un intérêt envers le cruel sort des prisonniers politiques en Russie ». Elle écrit alors un livre en 1923 appelé My Disillusionments in Russia. On trouve trace écrite de ce combat sur le site universitaire qui lui est consacré aux États-Unis:

<http://sunsite.berkeley.edu/Goldman>

Les Incroyables Anarchistes retracent l'histoire de la résistance anarchiste aux bolcheviks dans un long texte bien documenté:

http://increvablesanarchistes.org/article/s/1920_36/192030ours_anarsresiste.htm

suiti de textes historiques écrits par Ida Mett et E. Goldman entre autres.

Bonne lecture!

L'araignée
araignee@plusloin.org





Georges Lem: Chemin d'encre n° X